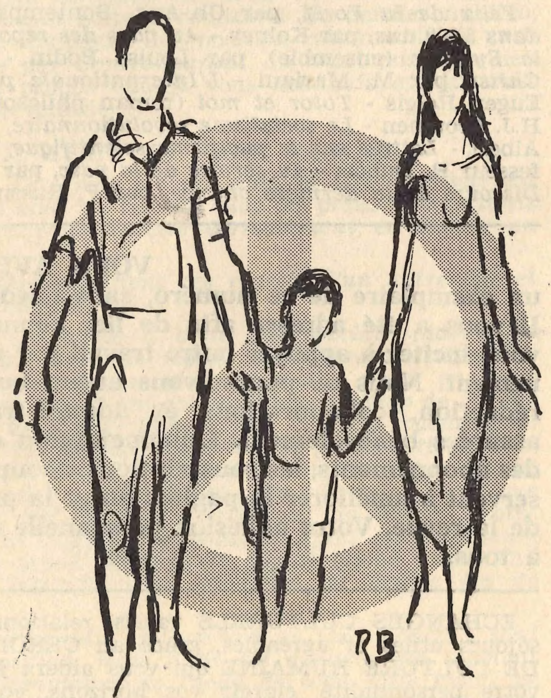
16e année - N° 151 L'ex. : un franc Juillet 1967

CONTRE COURANT

Le périodique de la question sociale

Pas d'essais nucléaires, pas de bombes atomiques !



l'homme, la femme, l'enfant ont droit au respect de leur vie

DEUX OFFRES EXCEPTIONNELLES

QUATRE VOLUMES : *Naissance de la révolution russe,* par Alan Mvorehand (traduit de l'anglais) - *Kroutchev et l'Occident,* par K.S. Karol - *Souvenirs de Russie et du Moyen-Orient,* par P. Giorgetti - *Dostoïevski et son destin,* par O. Kaus (traduit de l'allemand).

Ces quatre volumes, d'une valeur marchande réelle de 40 francs, auxquels s'ajoute en don amical un cinquième volume, franco : 15 francs.

QUATRE VOLUMES : le fameux livre rouge (édition de Pékin) - *Citations de Mao Tsé-toung* - *Enfances chinoises,* par Lin Yu-lang - *Ki Ki Tsan,* par Thyde Monnier - *Bakongo,* par J. Valdy.

Ces quatre volumes, auxquels s'ajoute aussi, en don amical, un cinquième titre à choisir (voir ci-dessous), franco : 12,50 francs.

Chacune de ces offres, ainsi qu'il est dit, est dotée d'un volume gratuit, à choisir parmi les dix titres suivants :

Félix de la Forêt, par Ch.-Aug. Bontemps - *L'Amour dans 5.000 ans,* par Kolney - *Au pays des repopulateurs* et *la Syphilis* (ensemble), par Louise Bodin - *Un pauvre Christ,* par M. Mariani - *L'Internationale pacifiste,* par Eugen Relgis - *Totor et moi* (roman philosophique), par H.J. Proumen - *Le socialisme révolutionnaire,* par Charles Albert - *Lettres sur le pacifisme scientifique,* par le proffesseur R. Dubois - *Au service de la paix,* par E. Cresson - *Discours de la dernière chance,* par P. Rassinier.

VOUS AVEZ REÇU : un exemplaire de ce numéro, sans l'avoir sollicité. Il vous a été adressé afin de lier connaissance et vous inciter à appuyer notre travail par votre abonnement. Nous ne poursuivons aucun but lucratif : rédaction, collaborations et administration sont assurées bénévolement. L'augmentation du nombre des abonnements, les souscriptions « coup d'épaule » servent à améliorer la pagination et la présentation de la revue. Votre adhésion personnelle fera plaisir à tous.

CONTRE-COURANT

LE PERIODIQUE DE LA QUESTION SOCIALE

Les amis adresseront tout ce qui concerne le journal
et le service des livres, *nominalement,*
à Louis LOUVET, 24, rue Pierre-Leroux, Paris (7e)
Chèque postal 880-87 Paris. Téléphone SEGur 09-68

Ce qu'il faut dire

SUITE AUX IMPRESSIONS SUR LA GUERRE-ECLAIR. — Pressé par le temps — et par l'imprimeur qui a de quelques jours avancé ses vacances —, j'allais composer un éditorial sur les réfugiés palestiniens à partir d'une documentation fournie par le *Centre d'Information des Nations Unies* lorsque me parvient l'article d'Ixigrec, avec lequel j'ai conversé lors d'un de ses brefs séjours parisiens. Faisant suite à l'éditorial du dernier numéro, il me semble compléter une position raisonnable et pacifiste adoptée par *Contre-courant.* Le voici donc, en lieu et place, du propos que je vous destinais et qui n'est d'ailleurs que retardé :

IL ETAIT UN PETIT NAVIRE

Misan. — *Ah ! mon pauvre ami, le Grand Siècle est bien mort et nous ne verrons plus les preux combattants se saluer avant de s'occire correctement et mourir en beauté !*

Philo. — *Que signifient ces regrets d'un autre âge et à quoi songez-vous ?*

Misan. — *Je pense à cette guerre-éclair judéo-égyptienne qui, à défaut de régler un différend épineux, a partagé les spectateurs (plus ou moins purs) en deux camps opposés : ceux qui applaudissent le coup de Jarnac israélien et ceux qui clament que ce coup vache n'est pas régulier. Ces derniers, avec le plus grand sérieux, pensent que David aurait dû trompéter au Philistin Goliath qu'il allait voir ce qu'il allait voir, de telle sorte que notre géant (un Goliath averti vaut au moins quatre David) put le rayer de la planète. Après quoi, toujours avec le plus grand sérieux, on aurait blâmé notre Philistin et regretté la brève existence du peuple élu de Dieu.*

Philo. — *Bien sûr, les « pour » et les « contre » sont en bonne position, mais il en est d'autres qui blâment Goliath et désapprouvent David de telle sorte qu'on ne sait plus très bien comment ils entendent résoudre un problème dont l'un des antagonistes clame énergiquement qu'il veut absolument la peau de l'autre. En somme,*

nous deux, nous marquons les coups. Mais au fait quelle est votre opinion en la circonstance ?

Misan. — *Comment peut-on sérieusement et honnêtement prendre parti dans un conflit qui découvre le degré de barbarie de notre (ou de nos) civilisations. Perfectionner des armes, en inventer de terrifiantes qui doivent détruire ou mutiler des êtres pensants par milliers, et se précipiter dans le même temps en des bâtisses appropriées pour y adorer et remercier le soi-disant Créateur de toute chose du beau résultat de sa haute sagesse est un signe indiscutable d'une mentalité prélogique. L'homme des cavernes, malgré nos connaissances scientifiques, reste encore à fleur de peau de notre sensibilité.*

Philo. — *Oui, bien sûr ! Mais enfin, si vous deviez arbitrer ce conflit, comment départageriez-vous les deux antagonistes et à qui donneriez-vous tort ?*

Misan. — *Cela nous ferait remonter au déluge, bien inutilement d'ailleurs. En fait nulle race humaine n'est sur sa terre d'origine. Mieux vaut accepter le fait acquis actuel et s'accorder sagement sur la mise en valeur collective des terrains pouvant nourrir les humains qui s'y sont fixés au cours des événements historiques assez confus. Ceux qui ont tort actuellement ce sont surtout les « grands », armés jusqu'aux dents et qui ont la prétention de régenter la planète. Les ressources énormes qu'ils gaspillent pour cette suprématie seraient bien mieux utilisées s'ils les employaient à l'amélioration du standard de vie des peuples sous-développés. Pour revenir à votre question, je pense que l'emploi de la violence est un signe de bestialité et nullement une assurance du bon droit de l'agresseur ou de l'agressé. Que le bouillant David ait cru urgente et nécessaire sa campagne-éclair, c'est fort possible, mais, à mon avis, ce sont surtout les gros producteurs d'engins de mort et les défenseurs de systèmes sociaux conquérants qui sont les véritables responsables de cette insécurité mondiale, et le vieux slogan : diviser pour régner est encore leur meilleur levier pour soulever les peuples les uns contre les autres.*

Philo. — *Hélas ! l'homme reste un animal conquérant et dominateur et loin de profiter de sa courte existence pour en extraire le maximum de joie, il l'abrège encore par ses luttes stériles indignes de son savoir.*

Misan. — *Ne nous plaignons pas. Si les maladies, les accidents, les guerres et autres calamités ne ralentissaient peu ou prou la progression démographique mondiale, nous en arriverions, en l'absence d'une sage et volontaire limitation générale des naissances, à la seule solution possible, comme dans l'aventure du « Petit Navire » : tirer à la courte paille le sort des nouveau-nés.* — IXIGREC.

A quelques nuances près, je suis de l'avis de Philo et Misan, alias Ixigrec. Ils m'ont sorti (provisoirement) une épine du pied et je ne saurais faire autrement que de les remercier. — *L. L.*

L'affaire Hugo Blanco

QUAND LA GUARDIA CIVIL TRAQUAIT HUGO BLANCO

DANS le dernier numéro étaient relatés les exploits du « gamonale » A. Paulla. Pourtant, ne croyez pas que ce soit là fait rarissime. Non pas. Les paysans de la Convencion, depuis de longues années, subissent toutes sortes d'exactions. A l'hacienda Huadquina régnaient les Romainville, dont les mœurs rappellent les tristes temps où le servage français déclencha la révolte des Jacques.

Dans la région, on vivait, on se reproduisait, on travaillait et mourait au bénéfice des Romainville ou de leurs séides qui ne se gênaient pas pour donner libre cours à leurs plus bas instincts. Si les femmes ou les filles des « vilains » péruviens étaient à leur goût, elles étaient purement et simplement violées. A la moindre résistance, la pauvre hutte était pillée et son propriétaire flagellé, parfois mutilé.

Si quelque magistrat se mêlait d'intervenir, il était proprement destitué et remplacé par un homme à tout faire.

Cette abominable situation paysanne explique la fureur des spoliés et dans une très grande mesure la violence des réactions populaires dans les événements qui vont suivre.

La bagarre de Pucyura

Désarmer le poste dont le rôle consistait à contrer les enquêteurs désignés par le meeting public (1) fut le premier soin d'Hugo Blanco et de ses amis. Les choses se présentèrent assez mal dès le début. Un garde civil nommé Briceno s'oppose à l'envahissement du poste. Il cherche à s'y réfugier, durant que Blanco lui intime l'ordre de lever les mains et de se rendre. Pour toute réponse, l'interpellé porte la main à sa poche-revolver. Blanco tire et arrache des mains de son adversaire l'arme que celui-ci avait réussi à braquer sur lui. Un second garde, barricadé dans la barraque, est délogé à la dynamite sans conséquences graves pour lui. Maîtres de la place, les assaillants relèvent le blessé qui refuse de se laisser soigner. Un infirmier local dédaigne d'intervenir. Ne voulant que quiconque soit inquiété, Blanco prend l'entière responsabilité des événements en laissant sur les lieux un écrit signé.

Du fait des événements sanglants de Pucyura, la commission paysanne ne peut plus aller à Ccayara, elle se réfugie dans la montagne. Les délégués se dirigent vers la vallée de San Miguel. Puis ils vont à Etma Potrero (où le secrétaire général du syndicat paysan les rejoint), montent sur les hauteurs de Uchumayo en formant toujours des syndiqués, appliquant la réforme agraire, décrétée par Hugo Blanco. Ils sont poursuivis et attaqués par les gardes d'assaut, qui se trouvent dans la vallée au nombre de mille environ. Ceux-ci disent qu'ils tueront Hugo Blanco où qu'ils le trouvent. Mais tout au long du

parcours, la « commission » est protégée et approvisionnée par les paysans. On l'informe sur les mouvements des gardes d'assaut. Blanco et les paysans essaient de revenir à Chaupimayo, mais c'est impossible, car on a installé deux postes de police qui menacent les fugitifs et commettent des atrocités dans le village. Blanco et ses gens pénètrent plus avant dans la montagne, mais ils manquent d'eau et doivent s'alimenter comme ils peuvent, mais ne cessent de mener leur propagande.

A la « Mesa Cancha »

Dénoncés d'une part, soutenus par une multitude de paysans syndiqués et à leur demande, la « commission » qui s'appelle à présent la « brigade Remigio Huaman », décide de dresser une embuscade contre ses poursuivants et de récupérer du bétail volé aux paysans. Les gardes, qui emmenaient ce bétail, devaient passer par le lieudit « Mesa Cancha ». On tendit l'embuscade et Blanco se posta au centre, ordonnant que personne ne tire avant son signal. Ils pensaient surprendre leurs ennemis, mais, lorsque ceux-ci approchèrent et furent à proximité, leurs cris révélèrent aux syndicalistes embusqués qu'ils étaient découverts. Alors une furieuse bataille s'engagea.

Après la fusillade, Blanco remonta un petit ruisseau qui courait le long du chemin, évitant d'être surpris. Il arriva dans une clairière et vit ses camarades qui emportaient des armes, récupérées sur les gardes morts pendant l'échaufourée. Puis ils entreprirent la retraite. Ceci se passait le 18 décembre 1962.

Pourtant, la guardia civil ne s'avouait pas battue. Elle poursuivit Blanco et ses hommes en faisant usage de chiens policiers, en survolant les vallées et les montagnes avec des hélicoptères pour retrouver la trace des fugitifs. Des centaines de gardes d'assaut fouillaient la région. Entre deux alertes, le travail de syndicalisation et l'application de la réforme agraire occupaient tous les instants de la brigade « Remigio Huaman », à la grande fureur des gamonales de la région.

Arrestation de Hugo Blanco

Le 29 mai 1963, le chef syndicaliste est fait prisonnier près de Quillabamba, après une poursuite mouvementée qui s'accompagnait d'attaques systématiques et destructrices contre les syndicats qu'avaient organisés les paysans des lieux traversés. Les forces dites « de l'ordre » en effet se surpassèrent. Non contents de s'en prendre aux sièges des syndicats, de véritables massacres s'organisèrent faisant d'innombrables victimes. Traités en rebelles, plus d'une centaine d'habitants du village de Chaullay furent abattus sans autre forme de procès. Tous ces faits ont été prouvés au procès qui eut lieu plus tard à Tacna, et aussi la révélation de tortures infligées aux détenus pour les contraindre à faire de fausses déclarations.

Docteur HELLAS

PROCHAIN ARTICLE : **« Le procès de Tacna ».**

AU FIL DES JOURS

SOUS LE PROJECTEUR

Le lait-boisson. — Nouveau débouché pour la production laitière : le lait-boisson a 17 g de matières grasses par litre. Mais qu'il y en ait 17 ou 32, le lait continuera d'être vendu 320 c dans les self-services et 500 c au comptoir des bars et 10 F dans le café-crème, débité en quart ou en huitième de litre ou à la petite cuillère, alors que le producteur devra se contenter de 25 à 30 centimes. Tout, dans notre monde détraqué, insane, est prétexte à « faire de l'argent ». Il ne viendrait à quiconque l'idée d'offrir aux consommateurs et aux familles la possibilité de consommer du lait, au lieu d'autres boissons moins hygiéniques, moins saines, à un prix qui permette d'écouler sans effort ce que nos vaches sont en mesure de produire.

Revenu garanti. — « Garantir les ressources des travailleurs en cas de perte d'emploi, plutôt que de garantir l'emploi lui-même », telle est la dernière en date des revendications émanant des syndicats, lesquels semblent découvrir, pour la première fois, à quel point il est stupide d'imposer l'emploi là où, manifestement, il n'y a rien à faire, là où la production a, de toute évidence, cessé de le requérir. Il est certain que l'ampleur de la production devrait permettre de servir des rations inchangées aux personnels qui ont eu la malchance de perdre leur emploi, c'est-à-dire leur source de revenus, surtout qu'à la contraction de l'emploi ne correspond pas généralement, comme jadis c'était le cas, une diminution du volume des approvisionnements. Comment assurer ce revenu garanti sans changer les prix, sans faire appel aux transferts fiscaux, sans devoir aller puiser les fonds dans la poche d'autres salariés ? L'approche de cette question ne paraît être qu'au stade des premiers balbutiements et il faudra bien qu'un jour les têtes syndicales veuillent s'ouvrir aux propos tenus par les non-conformistes et qu'elles se décident à rompre avec le réformisme. Il est utile, en effet, d'attirer l'attention des auteurs de ce genre de motion sur le fait que nos usages monétaires ne se prêtent nullement à cette transformation souhaitable du chômage à revenus diminués en loisirs à pleins revenus et qu'il faut nécessairement franchir l'étape suivante, celle de la révolution économique, si l'on ne veut pas avoir l'air de se moquer du monde.

L'Etat-client. — Par le biais de l'impôt, l'Etat contraint les particuliers à se porter acquéreurs collectifs de prestations et de biens pour lesquels la plupart n'éprouvent nul besoin, et dont l'utilité apparaît souvent sujette à caution quand leur finalité est le croît des profits d'entreprise. Payant plus d'impôts, le consommateur à revenus barémés doit comprimer ses autres dépenses, tandis que le contribuable augmente les siennes. Il y a glissement des fournisseurs du secteur privé au secteur public. Il se vend moins de textiles et de logements, mais plus

de « Redoutable », plus de ces matériels hétéroclites destinés à orbiter dans le vide de l'espace et dont les évolutions ne passionnent jamais que deux à trois douzaines de personnes. Il arrive donc que l'impôt lèse certains commerces sans nuire pour autant à l'activité de l'ensemble des producteurs. Sans doute le rendement de l'économie, celui de la circulation monétaire accuse-t-il une légère diminution en raison du laminage des revenus de la population à travers l'appareil fiscal ; mais le système fonctionne aussi correctement que si les entreprises, au lieu de vendre à l'Etat, c'est-à-dire à la collectivité des contribuables, avaient vendu séparément à la masse des particuliers. Une différence, cependant. Elle concerne et la nature des fournitures ou des prestations, et le choix des fournisseurs ou des entreprises prestataires. D'où la lutte féroce entre lobbies, lutte qui s'exprime à travers le jeu des factions politiques appelées à cautionner le budget de l'Etat et ses lois-programmes.

Europe dans les choux. — Déclaration du premier ministre, le 18 avril, à propos de l'Europe : « On ne peut aboutir sans la coopération active des travailleurs et de leurs représentants ni sans l'esprit de renouvellement de tous les dirigeants ». Autrement dit, si l'on en juge par le climat social qui règne actuellement dans nos grandes entreprises, l'Europe est dans les choux.

« Alerte sur l'Europe, écrivait de son côté, Michel Drancourt, le 1er décembre dernier, dans ses « Réflexions », et d'ajouter : « Les industriels lainiers se sont réunis à Rome récemment. Ils m'ont dit : l'esprit européen n'y est plus. Ce n'est pas tout : les représentants de l'agriculture ont également constaté que chacun cherche à reprendre ses billes. » En revanche, il semble qu'il y ait des gens fort pressés d'aboutir et c'est encore M. Drancourt qui le dit tout crûment dans ses réflexions du 13 avril : « Les agriculteurs ont tout fait pour que le marché commun soit agricole. Et ils ont eu raison. Mais pourquoi s'opposeraient-ils maintenant à la logique du Marché commun qui veut notamment que des Belges, des Allemands ou des Hollandais puissent venir cultiver la terre de France ? Ont-ils peur que preuve soit faite qu'une exploitation jugée par certains d'entre eux non rentable puisse le devenir, conduite avec des méthodes différentes des leurs. » M. Drancourt réfléchit beaucoup, mais il devrait savoir que ceux qui peinent avec de petits moyens pour nourrir leurs semblables méritent un peu plus de ménagements et que, pour ces gens, le diktat de l'argent représente la pire des calamités. L'affaire Gabin avec ses commandos d'agriculteurs, c'était hier. M. Drancourt l'aurait-il déjà oublié ? A sa place, j'éviterais d'aller narguer de trop près les délégués des fédérations agricoles.

Henri MULLER

Les langues internationales

UNIVERSITAIRES ESPERANTISTES

L'espéranto est en recul. Il y avait 105.000 espérantistes en 1905. Il y en a 40.000 aujourd'hui. Je n'ai jamais été espérantiste. Il m'est toujours apparu que la langue, moyen d'expression de la pensée d'un groupement ethnique, était un des caractères distinctifs de ce groupement, un des éléments de sa vie sociale. L'espéranto, langue artificielle, qui n'émane d'aucun groupement ethnique, n'exprime aucun pensée propre, ne peut correspondre à des caractères, à des tempéraments particuliers. Pourtant je regretterais volontiers ce recul de l'espéranto au nom d'un certain esprit internationaliste. L'espéranto a connu, au début du siècle, une certaine faveur chez quelques universitaires. J'en ai connu deux, à vingt ans de distance, fervents partisans de l'espéranto. C'est leur souvenir que j'évoquerai aujourd'hui.

Marie-Joseph Evrot, agrégé de lettres, fut mon professeur de seconde au Lycée de Limoges. A la fin des cours de grec qui, dans cette classe baptisée administrativement Seconde A, comptait à peine sept à huit élèves, il aimait nous entretenir du rôle et de l'importance que pourrait avoir dans l'avenir l'espéranto. Il nous enseignait les premiers rudiments de la langue internationale. Il nous avait distribué un jour une petite brochurette jaune contenant quelques notions de vocabulaire et des règles de grammaire, et une brochure rouge de plus grand format dont la couverture montrait des hommes, chacun revêtu du costume national de son pays, faisant la ronde. Marie-Joseph Evrot avait donné à Limoges une conférence sur l'espéranto. Mes parents m'y avaient conduit. La conférence était suivie d'une partie artistique où un espérantiste, aussi militant socialiste, possédant une belle voix de ténor léger, avait interpréte en espéranto des morceaux de chant.

J'ai connu Evrot seulement selon l'optique d'un élève. François Soubranne, de quelques années plus jeune, fut mon collègue au Lycée de Tulle, à la fin de sa carrière. Il avait été, à la même époque qu'Evrot, un militant espérantiste, lisant des journaux et des livres, écrivant des articles dans les revues, entretenant des correspondances avec des confrères espérantistes de tous les pays. Il possédait un album de cartes postales, toutes écrites en espéranto, envoyées par des correspondants habitant aussi bien l'Afrique du Sud que le Canada, la Russie des tzars que l'Australie, et la Belgique, l'Allemagne et l'Autriche. Je n'ai jamais autant éprouvé le sens de l'internationalisme qu'en feuilletant cet album. François Soubranne avait participé à divers congrès nationaux et internationaux d'espéranto. Il aimait évoquer ses souvenirs, à l'aide parfois de documents rapportés des villes où avaient eu lieu ces congrès. Il montrait un jour une carte postale d'une gare où avait été préparé l'accueil de délégués à un congrès d'espérantistes, peut-être bien international. Une pancarte attirait les regards : « Pacajoj ». Cela

signifie « Pacages » en espéranto, demanda un collègue facétieux ? Non, « Bagages », répondit Soubranne imperturbable, tout comme s'il avait rectifié une faute de grammaire dans un thème latin.

Très attaché à Tulle, sa ville natale, Soubranne avait préféré rester maître d'études au lycée où il avait été élève plutôt que de prendre une chaire dans un lycée lointain. Il était chargé de la première étude, l'étude des grands élèves. Il essayait de les intéresser à l'espéranto. Quand je l'ai connu, il avait organisé pour les élèves de son étude un cours d'espéranto que la plus grande part suivait, non pas tant par goût de l'espéranto que pour être agréable à Soubranne, et aussi parce que c'était le moyen de se faire pardonner quelques fautes vénielles, de petits écarts de tenue. Car, pour Soubranne, un élève qui « faisait de l'espéranto » était à peu près « tabou ». A la fin de l'année, il leur faisait subir un petit examen en vue d'un diplôme décerné par le Fédération espérantiste scolaire. Un jour, l'un d'entre eux, un certain Lagorse, avait « tuyauté » pendant l'examen et avait été pris sur le fait par François Soubranne. « Croyez-vous, me dit celui-ci horrifié, Lagorse a copié à l'examen d'espéranto ! Copier en composition d'histoire, de géographie, de sciences naturelles, Soubranne le comprenait, s'il ne l'admettait pas, mais copier en espéranto, cela le dépassait. Bien entendu, Lagorse n'obtint pas son diplôme d'espérantiste scolaire. Il ne s'en est sans doute pas plus mal porté.

Soubranne portait à sa boutonnière l'insigne espérantiste : l'étoile verte sur fond blanc. Sur sa porte, une plaque aux couleurs de l'espéranto indiquait aux espérantistes de passage à Tulle que là ils recevraient bon accueil. J'ai vu cette plaque, pendant les quinze ans où j'ai été le collègue de Soubranne. Elle n'a été enlevée qu'après sa mort. « Vous en avez reçu de ces espérantistes de passage ? » lui ai-je, un jour, demandé. Il me répondit avec la plus belle candeur : « Oui, il y a quelques années, il en est venu un. » Soubranne croyait à l'espéranto.

Pourtant cet espérantiste dans l'âme ne voyait pas l'esprit international par-delà la langue. Il recevait des tracts et des prospectus émanant des organisations les plus diverses à tendances cosmopolites, groupements pacifistes, tolstoïens, libertaires, même phalanstériens, prenant pour insigne des fusils brisés, affirmant des maximes antiguerrières ou de confraternité révolutionnaire, qui sans doute avaient eu son adresse par des associations espérantistes. Il ne comprenait pas. Il avait été dreyfusard, quand l'Université l'était dans sa plus grande part. Il n'était pas allé plus loin. Il était « patriote », et même cocardier, aimait-il à dire parfois, et avant tout un homme d'ordre, au sens le plus bourgeois du mot.

S'il était encore de ce monde, le bon Soubranne serait attristé de voir l'espéranto en recul.

J'évoquerai pour terminer le souvenir d'un troisième universitaire que j'ai moins connu, tout au moins sous

l'angle espérantiste, le professeur Robert Schnerb, du Lycée et de l'Université de Clermont-Ferrand. Il m'a dit plusieurs fois que l'espéranto lui avait permis d'entrer en rapports avec des collègues habitant des pays dont il ignorait la langue, et d'obtenir d'eux des renseignements concernant ses études et ses recherches.

Et ceci est à verser au dossier de l'espéranto, au moins clé de langage internationale, permettant à des hommes parlant une langue différente de converser et d'échanger des idées.

Prof[r] Antoine PERRIER

Petites nouvelles des langues auxiliaires :

CONGRES UNIVERSEL D'ESPERANTO. — En raison des graves événements qui viennent de se produire en Moyen-Orient, le congrès universel d'espéranto qui devait avoir lieu cette année du 2 au 9 août à Tel-Aviv (Israël) se déroulera à Rotterdam (Pays-Bas).

Pour tous renseignements complémentaires écrire à l'*Union française pour l'espéranto,* 34, rue de Chabrol, Paris (10[e]) — citer *Contre-courant.*

NOTES D'HISTOIRE

MALTHUS ET DARWIN

Malthus affirmait en 1798 qu'il n'y aurait jamais assez de nourriture pour toute l'humanité, car tout progrès agricole s'accompagnait aussitôt d'un accroissement des naissances, ce qui rendait stationnaire le niveau de vie. Imaginant la vie de l'humanité solidaire de la vie du monde organique dans son ensemble, Malthus écrivait : « La nature a semé les graines de vie dans tout le règne animal et végétal, d'une main très prodigue et libérale. Mais elle a été relativement avare pour ce qui est de l'espace et de la nourriture nécessaires à l'entretien de la vie, ce qui détermine une régression générale du règne végétal et du règne animal, et la race humaine ne peut y échapper, quel que soit l'effort de sa raison, D'où le gaspillage des graines, la maladie et la mort prématurée, chez les plantes et chez les animaux, la maladie et la mort prématurée, également, chez les humains. »

Cette conception fournit à Charles Darwin (1809-1882) son mécanisme de l'évolution biologique : les organismes entrent en compétition à cause des quantités restreintes de nourriture, et seuls ceux qui opèrent des variations favorables survivent et perpétuent leur espèce. Pourtant, l'étude de la géologie avait convaincu Darwin qu'une évolution des espèces s'était produite, bien avant qu'il n'ait eu recours à ce mécanisme pour expliquer le phénomène.

Charles Darwin était le fils d'un médecin de Shrewsbury et le petit-fils d'Erasmus Darwin et de Josiah Wedg-

wood, le potier, qui avaient tous deux des attaches avec la Lunar Society de Birmingham. En 1852, Darwin alla étudier la médecine à Edimbourg, où Robert Jameson, disciple de Werner, continuait encore à attaquer violemment la théorie géologique de Hutton et tous les volcaniens en général. Il trouva les conférences de Jameson si « incroyablement ennuyeuses » qu'il décida « de ne jamais lire un livre de géologie ni d'étudier cette science de quelque façon que ce soit ». Cependant, Darwin renonça à la médecine et partit pour Cambridge avec l'intention d'entrer dans les ordres. Là, Sedgwick et Henslow, qui enseignaient respectivement la géologie et la botanique, suscitèrent en lui l'envie d'étudier à nouveau la géologie et l'histoire naturelle, et il accompagna Sedgwick dans un de ses voyages d'exploration géologique au pays de Galles. Darwin, très apprécié par ses professeurs, reçut leur recommandation pour le poste de naturaliste, dans le cadre d'une mission gouvernementale d'exploration du Pacifique Sud ; il accepta ce poste. Henslow lui conseilla d'emporter en voyage quantité de livres, dont les « Principes de géologie » de Lyell qui venaient de paraître, mais il l'avertit de « n'accepter à aucun prix les vues qu'ils contenaient ». L'expédition s'embarqua sur le « Beagle » en décembre 1931 et, après une vaste exploration des côtes de l'Amérique du Sud et des archipels du Pacifique, regagna l'Angleterre en octobre 1836. Pendant ce voyage, Darwin étudia les idées de Lyell, les accepta et tenta de les étendre à d'autres domaines. D'autre part, les phénomènes biologiques qu'il avait observés au cours de l'expédition orientèrent ses vues vers la possibilité d'une évolution des espèces organiques. — S.F. MASON : *Histoire des sciences* (pp. 292-243).

La succession des espèces

Il était évident que de tels faits s'expliquaient, si l'on supposait que les espèces s'étaient modifiées graduellement, et cette question m'obsédait. Mais il était tout aussi évident que ni l'action des conditions environnantes, ni la volonté des organismes (particulièrement dans le cas des plantes) ne pouvaient rendre compte des cas innombrables où des organismes de toutes sortes sont admirablement adaptés à leurs habitudes de vie... A mon retour en Angleterre, il m'apparut qu'en suivant l'exemple donné par Lyell en géologie, et en rassemblant tous les faits qui avaient trait, de quelque manière que ce fût, au changement des animaux ou des plantes, domestiques ou non, on pourrait jeter quelque lumière sur l'ensemble de la question. Mon premier carnet de notes datait de juillet 1837. J'avais travaillé selon les vrais principes de Bacon et sans aucune théorie, j'avais rassemblé des faits en très grand nombre, et particulièrement des observations sur les produits domestiqués, obtenues à l'aide d'enquêtes imprimées, par des conversations avec éleveurs et jardiniers qualifiés et grâce à des lectures étendues... Je m'aperçus alors que la sélection était la clé du succès de l'homme à produire des races utiles

d'animaux et de plantes. Mais la façon dont la sélection pouvait s'appliquer à des organismes vivant à l'état de nature demeura pendant un certain temps un mystère pour moi.

(Autobiographie) **Charles DARWIN**

L'ÉCOLE DE LA LIBERTÉ ET SES PIONNIERS

MARIA MONTESSORI 1870 - 1952

(le début de l'étude a paru dans le n° 146)

L'enfant doit regarder, toucher, manier, sentir ce qu'il lui faut apprendre sans contraintes déformantes pour son esprit, dans une atmosphère de détente. « Faire régner le bonheur », disait Paul Robin.

La classe est la maison des petits, ils prennent possession du milieu où ils vivent, ils en entretiennent l'ordre et la propreté d'eux-mêmes.

Plus ce milieu est parfait, moins l'autorité est nécessaire. On n'en dira pas autant de nos tristes écoles (moins tristes aujourd'hui qu'hier pourtant...).

Je ne terminerai pas sans évoquer l'œuvre d'une modeste pédagogue du siècle dernier qui peut figurer avec honneur parmi les pionniers : c'est Mme Pape-Carpentier, qui fonda en 1837 les salles d'asiles qui devinrent nos écoles maternelles. Cette femme a sa place parmi ceux qui cherchèrent et trouvèrent ce qui nous sépare de l'esprit du jeune enfant. J'ai pris comme pivot de cet exposé l'éducation active Montessori parce qu'il nous a semblé évident que le jeune esprit dont la vision est directe et neuve est sans cesse menacé par les conformismes d'un monde sordide.

Et aussi parce que la coopération de l'action et de la pensée entraînée par ce type d'éducation établit une correspondance entre l'esprit et la matière, en même temps qu'il allège l'enfant d'un passé lourd d'autorité. Ce qui ne peut être envisagé que dans la première enfance est l'assise la plus solide pour l'éducation future qu'un homme digne de ce nom devra conduire et modifier tout au long de sa vie.

On peut dire tout cela de la sœur aînée de l'école Montessori, l'Ecole Nouvelle dite active, dont il faudrait une causerie entière pour suivre l'évolution et les multiples expériences depuis celle de Bedales, en Angleterre, en 1892, celle de John Dewey en Amérique, celle de l'Ecole des Roches en France (dans l'Eure) en 1899.

Et, en plus, bien des écoles expérimentales en Suisse, fondées par des élèves de Claparède et Ferrière.

Et aussi celle de l'Ermitage, en Belgique, avec le docteur Decroly, de Paul Robin à l'orphelinat de Cempuis, de Freinet, qui créa « l'Ecole des Sept Jeudis » à Vence où il vient de mourir. Freinet fit scandale en appliquant sa technique d'abord dans un école officielle. Puis qui la

reprit plus tard dans son école de Vence qu'il appela « l'Ecole des Sept Jeudis », bâtie par lui-même et dont la gestion était, en partie, confiée aux enfants qui, entre autres activités, imprimaient eux-mêmes un journal inter-écoles, ce qui favorisait le travail en équipe comme le feront nos camarades Roger et Yvonne Hagnauer dans leur maison des enfants de Sèvres, près Paris, qui compte parmi les belles réussites de l'école active en France.

Ceci est un hommage rendu à tous ceux qui, depuis Pestalozzi, précurseur du XVIII[e] siècle, fondèrent des écoles de la Liberté.

Tous ces pionniers avaient remplacé l'action du maître, qui s'exerce du dehors de l'enfant, par l'action de l'enfant lui-même. Ils ont été des entraîneurs plus que des enseigneurs.

Ils faisaient découvrir les choses à l'enfant au lieu de les lui enseigner. En Allemagne, l'un d'eux, le docteur Lietz, disait de son école : « Ici on ne donne pas d'ordres, tout doit devenir coutume.» « Pas d'autoritarisme qui incite l'enfant à le transgresser. »

On a vu dans le Jura bernois un éducateur laisser sa classe pendant trois jours. A son retour, les enfants avaient fait leur travail dans l'ordre le plus parfait.

Mais si nous disons « Ecole de la liberté », nous n'avons pas dit « Ecole libertaire », puisqu'il n'y a pas de pédagogie libertaire, en vérité. Voici l'exemple de la tentative de Hambourg. Il est typique et démontre qu'il n'y a pas d'éducation sans adulte et sans idéal moral ni discipline intérieure :

Après la guerre de 1914 furent créées à Hambourg « les communautés scolaires » où on se proposa de laisser aux enfants de quatre écoles primaires de 600 élèves chacune, une liberté absolue. On supprima les horaires, les programmes et toute intervention du maître.

On pensait que la discipline naîtrait d'elle-même, de la seule communauté. L'échec retentissant de cet essai qui se prolongea pendant plusieurs années avec bien des vicissitudes fut comme la condamnation formelle et définitive de la pédagogie libertaire. Il était ainsi démontré d'une manière irrécusable que l'enfant a besoin d'être aidé, soutenu, entraîné, et aimé.

A tout cela il est nécessaire d'ajouter encore, pour finir, que c'est la *personnalité* entière de l'enfant qu'il faut considérer et pas seulement son style d'intelligence. Et qu'on envisage bien que des idées complexes, difficiles à décrire, se trouvent souvent beaucoup plus simples sur le plan de la pratique journalière. Si les circonstances matérielles semblent parfois faire obstacle à certaines réalisations, les essais les plus modestes, pourvu qu'ils soient orientés vers cet esprit, seraient d'une grande valeur ; surtout dans la période de l'enfance la moins éloignée possible de la naissance. C'est sans doute le moment de la vie le plus favorable à l'apprentissage de la liberté et d'un art de vivre qui entraîne à la fois les maîtres, les enfants et les parents. (FIN)

Marcel RENOT

PANORAMA DU MONDE



UNE OPINION AUX U.S.A.

NOUS avons continué notre marche dans Wall Street (10 février). Nous avons changé son nom en War Street (rue de la Guerre). Wall Street demeure et la guerre continue. Mais nous ne sommes pas impuissants, nous pouvons arrêter ce monstre. Nous devons tout d'abord démasquer l'ennemi et proclamer son nom au monde entier : « War Street ». Cependant, nous ne devons pas en rester là, car au-delà du capitalisme s'étend toute la civilisation corrompue (ou pourrie) que l'on appelle le monde occidental. Une civilisation basée sur le meurtre et l'exploitation, une civilisation pourrie jusqu'à la moëlle. Nous ne sommes pas les premiers à proclamer cela, ni les seuls à le faire à l'heure actuelle. Le texte reproduit ci-dessous a été tiré d'un manifeste surréaliste, « la Révolution aujourd'hui et toujours », publié en 1925.

« Partout où la civilisation occidentale domine, tout contact humain a pratiquement disparu à côté du contact qui permet de tirer de l'argent, uniquement de l'argent comptant. Depuis un siècle, la dignité humaine a été réduite à une simple valeur d'échange. Il est non seulement injuste mais monstrueux qu'un homme qui n'a rien soit réduit à l'esclavage par un homme qui possède, mais lorsque cette oppression dépasse le travail salarié et prend, par exemple, la forme d'un esclavage imposé à toutes les populations par la haute finance internationale, c'est une iniquité qu'aucun massacre ne pourra réparer.

» C'est notre refus à toute loi établie, notre espoir en de nouvelles forces capables de bouleverser l'histoire, qui nous fait tourner les yeux vers l'Asie (aujourd'hui tiers-monde). Incontestablement, nous avons besoin de liberté, mais d'une liberté basée sur nos besoins spirituels les plus profonds et sur les désirs les plus humains de nos corps. L'heure du monde contemporain est révolue. Les gestes stéréotypés, les actes et les mensonges de l'Europe sont sortis de leur cercle vicieux. Spinoza, Kant, Blake, Hegel, Schelling, Proudhon, Marx, Stirner, Baudelaire, Lautréamont, Nietzsche : cette seule liste est le commencement de notre ruine. C'est au tour des Mongols à bivouaquer sur nos places. Le fait que cette violence puisse nous prendre par surprise ne nous tourmente pas. Pour autant que cela nous concerne, ce serait toujours insuffisant, quoi qu'il arrive. Tout ce que l'on pourrait voir dans notre conduite, c'est la foi que nous avons en un sentiment commun à tous, celui de la révolte. Nous croyons que la révolution sanglante est la vengeance

inévitable d'un esprit humilié par nos actes. Nous ne sommes pas des utopistes, nous ne pouvons concevoir cette révolution que sous une forme sociale. Si quelque part ,des hommes ont vu une coalition dirigée contre eux, qu'ils n'oublient jamais que la révolution est la meilleure et la plus efficace sauvegarde de l'individu. »

Oui, Révolution. Vive une Révolution dont la portée soit aussi vaste que le cosmos (du téléscope au microscope), dont la puissance soit aussi grande que celle des milliers d'habitants du tiers-monde ou que celle des bombes qui percent le monde extérieur. Vive une révolution qui détruirait les traditions exploiteuses de l'Occident, y compris ces philosophies infectes au nom desquelles le monde a été exposé au pillage.

Le cardinal Spellman dit : « La guerre du Viêt-nam est une guerre pour la civilisation. » Nous affirmons que la civilisation qui soutient une guerre comme celle du Viêt-nam ne peut être détruite assez tôt. Nous ne renions pas ses actes, mais nous demandons plutôt que ceux-ci se manifestent malgré la civilisation et non à cause d'elle. Quand tous les hommes seront libres, ces actes se multiplieront par milliers ; alors l'énergie atomique servira à réchauffer les hommes et non à les brûler, et les machines les aideront au lieu de les asservir. Nous sommes désormais dans une ère qui peut faire le plus pour ou contre l'homme. Nous avons ce que cette civilisation voudrait faire. Maintenant, il nous faut décider ce que nous nous ferons.

de « BLACK MASK »

Février-mars 1967, New York (traduit de l'anglais par Liliane POTDEFER).

Les BLOUSES

A partir du numéro de janvier (145), « Contre-courant » publie le roman de Jules Vallès « Les Blouses », récit anecdotique d'une jacquerie villageoise un an avant la Révolution de 1848. Le fascicule de 16 pages, paraissant dans chaque numéro et comportant une partie de ce roman sera remplacé, dans les exemplaires envoyés à titre d'essai d'abonnement, par un texte paru antérieurement. Toutefois, un envoi des fascicules édités **sera assuré aux nouveaux abonnés de 1967**, afin qu'ils soient en possession de l'œuvre — illustrée — complète lorsqu'en sera terminée la publication.



LES MISEREUX SONT DE TOUS LES TEMPS...

Bonnel eut un geste de désespoir.

— Tu ne pouvais donc pas les sauver ?

— Peut-être...

— Et tu ne l'as pas fait !

Delcamp se leva.

— J'ai sauvé les tiens !... Avais-je à épargner les autres ? Vas-tu m'ôter le droit de punir ceux que je considère comme des traîtres à la société et à Dieu ? Je leur pardonne, en leur donnant l'absolution ; mais je débarrasse la terre de leur présence... Ils ne sont pas si coupables que d'autres, diras-tu ?... Dieu saura leur faire la part juste et peser à son tribunal... Oui, on va supprimer trois hommes peut-être pas responsables, mais complices d'un attentat contre le pouvoir et le Code. Les textes

décrètent la mort pour ceux-là. On va appliquer la peine... Je suis, tu le sais, de l'avis de Joseph de Maistre sur le bourreau.

Les coups qu'on avait entendus redoublèrent. Bonnel porta ses mains à ses oreilles comme pour les boucher ,et cria :

— Ah ! c'est lâche !

— Lâche !... que dis-tu là ? N'ai-je pas disputé pied à pied, au péril de l'influence que j'ai et veux avoir, n'ai-je pas disputé à l'autorité ses légitimes recours contre toi, Juliard, André, tous tes amis ? N'ont-ils pas pu passer à l'étranger, où ils sont en sûreté ?

— C'est vrai, murmura Bonnel.

— Tu avais peur pour la vieille à la faulx et pour son fils, quoique tu ne les connusses pas ; ils avaient manié d'une façon qui t'allait l'arme des révolutions. J'ai réussi à faire fuir le fils dans les bois, où les gendarmes n'ont pu le prendre encore, parce que je protège sourdement sa sécurité de fugitif... La vieille ? On voulait l'écharper, quand la troupe est venue rétablir l'ordre et que la dénonciation l'a indiquée du doigt... J'ai pu l'enlever aux bourgeois, aux soldats, en pleine rue, la faire passer pour folle et la jeter vivante dans l'hospice des aliénés. Elle a encore sa tête sur ses épaules. Mais je ne pouvais ni ne voulais sauver ceux qui ont tué Chambert... Tu ne sais pas quelle rage a été la leur ! On lui a enfoncé la fourche dans les entrailles ; on lui a cassé le crâne à coups de sabots...

— Mais Chambert avait tiré le premier !

— N'importe ! il faut un exemple... La tête de Chambert était si sanglante qu'elle ressemblait à un foulard écarlate... Dans un moment ce sont trois têtes qui vont saigner rouge sous le couteau... C'est horrible, mais la défense sociale l'exige.

Bonnel baissa la tête et dit :

— Malheur aux vaincus !

Il ajouta :

— Mais Fombertot ?... Fombertot et Monneron ? Ceux-là ont joué leur vie pour sauver celle

des victimes ; ils se sont mis en travers de ceux qui avançaient la fourche, levaient la cognée et tapaient du sabot.

— C'est vrai, ceux-là eussent dû être épargnés, je l'avoue ; ils méritaient l'acquittement, presque un remerciement des juges. Dieu merci ! ils n'ont été condamnés qu'au bagne !... C'est comme à la Saint-Barthélemy : tous ceux qui sont marqués d'une croix rouge ne sont pas des mécréants... Mais, pour quelques innocents qui seraient frappés à tort, le glaive de la loi ne doit pas cesser de trouer le drapeau ou les poitrines des émeutiers pris en masse. Si vous aviez été vainqueurs, vous auriez commis des erreurs tout comme nous.

— Vainqueurs ?... Vainqueurs ?... rêva Bonnel, se parlant à lui-même, nous l'aurions été si l'homme du « National », le capitaine, ne nous avait pas abandonnés !

— Le capitaine Guibol, n'est-ce pas ?

Delcamp alla à la fenêtre et regarda sur la place. Un bataillon de ligne venait de se ranger là l'arme au pied.

— Le capitaine Guibol ? Veux-tu le voir ?... Tiens, là-bas, cet homme rigide et blême ?

Bonnel plongea les yeux dans le tas des pantalons rouges.

— Oui, fit-il, c'est lui... c'est lui qui va assassiner le peuple, si ce peuple pousse un cri de pitié en faveur des trois malheureux qui vont mourir !

Il ne put en dire davantage ; il s'affaissa sur lui-même, et il serait tombé si l'autre ne l'avait retenu.

— Je préfère encore un ennemi comme toi, dit Bonnel, serrant la main de Delcamp... L'Eglise ou le peuple, le surplis ou la blouse. Mais ces porteurs de hausse-col, ces républicains qui n'aiment que les révolutionnaires aux mains blanches et les insurrections au cordeau !...

Le délire s'était emparé de lui, et il se raidissait en montrant le poing à la silhouette de l'officier se profilant en tête de ses hommes. Cependant, ce délire s'adoucit.

— André et Juliard marcheront encore contre ta société mal faite, et vous vous rencontrerez dans le combat. Mais tu les estimeras, n'est-ce pas, parce que ce sera la guerre ouverte, sans les hypocrisies de ces formalistes, avocats ou soldats ?... Quant à celui-ci, de l'école de Carrel, je voudrais pouvoir me traîner jusqu'à lui et le souffleter, lui cracher au visage !...

Il fit le geste, la grimace, et se redressa, malgré sa faiblesse, mais ce fut son sang qui jaillit de sa bouche, et le flot rouge ne s'arrêta pas.

— Je suis mort, dit-il... Vive la République !...

A peine put-il achever. Les lèvres et les yeux se fermèrent. L'indignation avait détruit ce qui restait de vie dans son corps épuisé ; il avait jeté son dernier souffle, comme une injure, du côté de ce capitaine qui, après avoir été son camarade de complot, montait maintenant la garde, au pied de la guillotine, en l'honneur du bourreau !

On entendit l'officier qui disait : « Portez armes ! » L'exécuteur arriva avec les trois condamnés, suivi de l'aumônier.

. . . .

Trois cadavres furent jetés au panier et s'en allèrent sans tête à l'amphithéâtre. Dans un coin, des gens disaient tout bas :

— C'est infâme d'avoir exécuté ces pauvres gens !

Mais quelqu'un survint qui ne parlait pas tout bas, qui criait tout haut :

— Ils les ont assassinés ! Et ils ont envoyé mon homme au bagne !

C'était la femme de Fombertot, Marianne, qui portait Jeanne sur ses bras, et qui hurlait, et qui pleurait. La petite ouvrit la bouche et dit :

— Grand-mère, j'ai faim !

— Au large ! crièrent les hommes de troupe, qui voulaient retourner au dépôt sans être gênés par les sanglots des femmes de guillotinés ou de galériens, et que le rata attendait à la caserne.

— Au large !

LA FAMINE A BUZANÇAIS

LUEURS SUR LES ÉVÉNEMENTS DE 1847

IL est évident que le récit de Jules Vallès, que nous venons de publier, tourne court. Il se présente comme une lonpue nouvelle plutôt que de prendre la forme d'un véritable roman.

D'autre part, partant de faits réels mais romancés, l'auteur introduit des personnages qui laisseraient entendre que la « charbonnerie », utilisant en la circonstance le complot républicain, aurait eu dans ce tragique drame de la faim une responsabilité, certes limitée, mais une responsabilité tout de même.

Il est donc utile de ramener les faits à ce qu'ils furent en réalité et de dire, le plus rapidement possible, le pourquoi de la brièveté de cette œuvre, après tout secondaire, de Jules Vallès.

Avant tout, aussi curieux que cela soit, il me faut parler de Clemenceau, Georges Clemenceau, ce personnage quelque peu balzacien qui fut le « Tigre » avant de se muer en « Père la Victoire ». Et pourquoi ? Parce qu'en dehors de l'homme politique, le Vendéen à la dent dure, à la rancune tenace parfois sanglante, fut aussi un illustre polémiste autant qu'un brillant journaliste (1).

Dans sa jeunesse, sous Napoléon III, il est opposant. Pour l'affichage de placards séditieux, il fait même un mois de prison à Mazas, puis à Sainte-Pélagie rencontre Blanqui qui fait sur lui forte impression. C'est ainsi qu'à la Commune, proclamée le 18 mars 1871, il se trouve tout naturellement être le maire républicain de Montmartre.

Et déjà « vieux renard », il flaire le vent et laisse passer l'orage sans y prendre part. Jules Vallès, lui,

---

(1) *Georges-Benjamin Clemenceau, né le* 28 *septembre* 1841 *à Mouilleron-en-Pareds (Vendée), second d'une famille de six enfants. Mort en* 1929 *à Paris. L'histoire de sa vie orageuse aurait sa place tout indiquée dans cette revue.*

s'engage à fond. Et durant que Vingtras émigre, Clemenceau est tout prêt à gravir les marches du pouvoir.

Dix ans après la guerre franco-allemande, Georges Clemenceau est directeur politique de « la Justice », journal qui, par la suite, lui attirera certains désagréments, le contraignant à une éclipse politique d'une dizaine d'années pour avoir, à la suite de difficultés financières, sollicité des fonds d'un commanditaire — la somme s'élevait à environ 3,5 millions de l'époque —, le fameux Cornelius Herz, aventurier américano-bavarois qui passa pour un espion anglais et qui était « mêlé à toutes les affaires qui exigent le concours de l'Etat et qui dépendent de la faveur des ministres », au dire de l'avocat Barboux lors du procès sur le scandale de Panama (16 mars 1893).

Le premier numéro de ce brûlot oppositionnel voit le jour le 16 janvier 1880. Il a pour rédacteur en chef Camille Pelletan, républicain éprouvé — en ces temps cela voulait dire quelque chose — qui signe la plupart des éditoriaux visant le cléricalisme. En outre, le journal publie, en feuilleton, des études sur les Congrégations, sur les Jésuites de Paris, sur les faits et gestes du pape Pie IX.

Nul étonnement pour le lecteur si le 18 juin de la première année, paraît, en caractères gras, un placard ainsi conçu :

Dimanche prochain, La Justice *commencera à publier un nouveau roman intitulé :* les Blouses *par Jules V... On a deviné l'auteur, c'est l'écrivain fameux qui raconta la misère avec un style superbement âpre et coloré, et qui peignit dans un livre d'un grand retentissement les* déshérités *et les* réfractaires.

Ce livre faisait prévoir la destinée de l'écrivain mêlé aux événements les plus poignants de l'Année terrible, il s'est, comme on sait, fixé quelques années à l'étranger ; mais nous comptons bientôt revoir son masque énergique, marqué au cachet de son talent.

Son nouveau roman tiendra, dans son œuvre, une place égale à celle du volume qui l'a mis hors de pair. Sous l'Empire, l'écrivain n'avait vu que la misère de son histoire intime : dans les tragiques horreurs des guerres civiles il a appris à connaître son histoire épique. Le drame de la faim est mêlé dans les Blouses *au drame grandiose des mouvements populaires et les figures de ces nouveaux réfractaires sont éclairées par les éclairs des barricades.*

Le placard paraît quatre jours de suite préparant ce feuilleton « sensationnel » qui occupera, le plus souvent, le bas de la première page.

Le titre, du départ, est vague : « Buzançais 1847 ». Il se tronsforme quelques jours plus tard en : « La famine à Buzançais ». Au 15e feuilleton, Jules V... devient Jules Valès, le typo, peu au courant de la notoriété de l'auteur,

ayant estropié son nom qui fut rétabli dès le 16[e]. Il y en eut 24 en tout.

Jules Vallès, lui, de son côté, est à Londres dans une situation pécunaire des plus épineuses. Il vit de sa plume, c'est dire qu'il meurt à peu près de faim. Le fait d'avoir participé à la Commune, d'avoir échappé à la répression mais d'être radié de la Société des Gens de lettres l'oblige à l'emploi de divers pseudonymes.

Il est Z dans « l'Evénement », Jean La Rue au « Radical », La Chaussade au « Siècle », quotidien dans lequel il publie de juin à août 1878 « Jacques Vingtras ». Sous ce nom il collabore d'ailleurs à « la Vie moderne » de Bergerat.

A la veille de l'amnistie — son cas personnel est réglé le 13 juillet 1880 — il se met en rapport avec Clemenceau pour la publication du feuilleton reproduit ici (2). Les chapitres, qu'il devait écrire au jour le jour — c'est une habitude qui était commune chez les journalistes de l'époque — et même plus tard — se seraient succédé sans peine jusqu'à ce que le roman, suffisamment étoffé, puisse faire figure honnête en librairie. Malheureusement, l'ardeur de Vallès à typer ses personnages, le rôle attribué à certains d'entre eux, le maire en particulier, l'éclairage de mauvais aloi, aux yeux de l'opinion publique, du village mis en cause firent que des remous se produisirent et qu'une requête, avec menaces de poursuites, fût adressée au directeur de « la Justice » pour qu'il mît un terme au zèle jugé diffamatoire de son collaborateur (3).

Clemenceau qui avait alors ses propres embêtements ne se soucia pas d'en ajouter d'autres ; il pria purement et simplement Vallès de tourner court. Ce que fit ce dernier en accompagnant le dernier feuilleton d'excuses publiques qui parurent dans le numéro du 28 juillet sous cette forme embarrassée :

Ce récit, qui devait être plus long, a été écrit à l'étranger. Je l'interromps brusquement parce que je juge qu'il vaut mieux ne parler des événements de France qu'après

---

(2) *Après la mort de Vallès le roman fut également publié dans* le Cri du Peuple. *Pour éviter la répétition des incidents précédents, le nom de Buzançais avait été remplacé par celui de Charançais.*

(3) *Nous ne savons si la « rogne » et la « grogne » perdurent à Buzançais ; toujours est-il que pour assurer l'illustration du texte publié dans* Contre-courant *Louis Louvet s'est adressé au secrétaire de mairie de la ville pour qu'il lui fasse parvenir cartes postales ou vue actuelle du lieu où se produisit l'émeute. Une indemnisation suffisante accompagnait la demande. Or nulle réponse, même de courtoisie, ne répondit à cet appel.*

les avoir contrôlés sur le théâtre même où ils s'accomplirent. Ce qui m'arrive à propos de Buzançais me le prouve. Je n'avais point sous mes yeux tous les documents nécessaires. J'ai conservé, je crois, le caractère vrai de cette émeute de la faim ; mais j'ai, paraît-il, attribué à un héros de ce drame douloureux un rôle marqué de faiblesse, alors que l'homme fut, au contraire, plein de dévouement et d'humanité. C'est ce qu'établissent les pièces que des personnes honorables, témoins de l'émeute, ont cru devoir me faire parvenir dans l'intérêt de la vérité. Il s'agit de celui qui était maire de Buzançais en 1847. *Je m'empresse de donner acte des déclarations que j'ai reçues et de restituer sa part de courage et d'honneur au personnage que j'avais mal dessiné du fond de l'exil.* — *J. V.*

*

* *

Que s'était-il donc passé à Buzançais réellement ?

A consulter les journaux du temps, le déroulement des faits est à peu de chose près authentique quant à l'émeute. Le rôle du maire, incriminé par les protestataires, peut avoir été imaginé, les divers comptes rendus étant muets quant à son action propre ou pour le moins très vagues. La contestation peut donc être admise, d'autant plus que le narrateur ne fut pas témoin oculaire des incidents que l'on doit qualifier de dramatiques.

Le récit devient roman, ainsi que je l'ai indiqué d'ailleurs au début de ces lignes, avec l'intrusion d'un épisode — épisode qui prend à la longue une certaine importance — relatif à l'agitation républicaine secrète. Le fait n'est pas impossible à première vue. Il semble pourtant avoir été introduit sinon pour en faire l'apologie, à tout le moins pour signaler d'une manière sympathique un mouvement qui, des quatre sergents de La Rochelle à Auguste Blanqui, Barbès et leurs amis, marqua cette période louis-philipparde incontestablement.

L'année 1846 avait été déplorable. Aux désillusions politiques s'ajoutait une récolte plus que médiocre qui laissait supposer un hiver difficile. Aux caprices de la nature, à la mauvaise organisation économique, la spéculation, l'accaparement, les intérêts sordides de certains trafiquants se superposaient, aggravant une situation générale déjà précaire.

Dès le début de l'hiver, des troubles éclataient, provoqués par les difficultés alimentaires. Le pain manquait alors que cette denrée était à la base de la nourriture des gens pauvres. Il manquait dans des contrées qui, normalement, eussent dû être à l'abri de la disette.

Localisés au début, les désordres gagnent des départements entiers : l'Indre-et-Loire, la Mayenne, la Vendée, la Nièvre, l'Ille-et-Vilaine puis l'Indre où se passèrent les faits qui vont être relatés. La chronique des tribunaux fait état dans toutes ces régions de nombreuses pour-

suites, toutes relatives au renchérissement des grains et de la farine que des gens sans scrupules éloignaient systématiquement des marchés afin d'en faire monter les cours.

A Tours, par exemple, en janvier 1847, comparaissent vingt-sept prévenus domiciliés dans les communes rurales des environs. Les condamnations qui frappent ces campagnards sont relativement bénignes. Chinon succède à Tours, en février, avec dix-neuf prévenus pour lesquels le tribunal se montre beaucoup plus sévère, à cause de la révolte de Buzançais qui a sensibilisé l'opinion. Pour des faits analogues, la Cour d'assises d'Ille-et-Vilaine condamne neuf sabotiers, dont l'un à cinq ans de prison. Les amendes pleuvent dru et comme aucun de ces malheureux n'est en mesure de les payer, ce sont des mois de contrainte par corps en perspective.

Le 15 février à Paris, autre procès ; celui d'un certain Constant, dont on ne peut certifier l'existence, poursuivi ainsi que ses éditeurs et son imprimeur pour avoir répandu une brochure : « La Voix de la famine », écrit auquel on reproche une tentative de troubler la paix publique, d'avoir excité à la haine envers une classe et au mépris du gouvernement du roi.

Ces faits, pris au hasard, reflètent à l'évidence le climat social qui régnait et expliquent pour une bonne part les graves événements qui ont affecté les alentours de Châteauroux et que le pouvoir royal a démesurément grossi.

*
* *

L'affaire débute le 12 janvier 1847 à Levroux, lieu où des citoyens s'attroupent devant le domicile de quelques commerçants en blé accusés de provoquer la famine en faisant monter de façon artificielle le prix des grains. La gendarmerie procède à des arrestations parmi ceux jugés par elle trop « turbulents » ; on fait ensuite appel au procureur du roi, qui se présente accompagné d'un détachement de dragons ; il harangue la foule et tout semble entrer dans l'ordre.

Or, le lendemain, dans la localité proche de Buzançais, pour des raisons analogues, la protestation populaire prend un tour beaucoup plus dramatique. Ce mercredi 13 janvier, des charrettes chargées de grains et de farine furent interceptées par les villageois qui s'en emparèrent et les entreposèrent dans la cour de la mairie. Les exhortations du maire appelant au respect de la loi restèrent lettre morte et il fut décidé que ces marchandises, raréfiées intentionnellement, seraient mises en vente publiquement sur le marché, le surlendemain, au prix de 3 francs le double décalitre au lieu de 7 francs exigés habituellement.

Une partie de la population, excitée — cela va sans dire —, en assura la garde durant la nuit. Le lendemain matin le tocsin alerta les habitants des environs qui

affluèrent de toutes parts. Bientôt quinze cents paysans et villageois se trouvèrent assemblés commentant les incidents de la veille et remâchant leurs griefs contre les spéculateurs bien connus dans la région.

L'un d'eux, un propriétaire nommé Huard-Chambert, fut tout aussitôt le point de mire de la population. Les manifestants se rendirent chez lui et le sommèrent d'avoir à signer un engagement formel de livraison, à toute réquisition, de son blé au prix de 3 francs le double-décalitre. Il s'y refusa énergiquement. Dans la confusion qui suivit, au cours de la lutte qui s'engagea, l'homme menacé saisit un fusil dans l'intention d'intimider ses antagonistes. Malheureusement ou volontairement — comment savoir la vérité dans ces sortes d'affaires —, il s'en servit, tuant net un des assistants.

La foule réagit, comme elle le fait toujours en ces cas-là. Le marchand de blé, lynché, assommé à coups de bâton, fut, en définitive, mis en pièces.

Surexcités par ce début d'émeute, les protestataires, en troupe, se rendirent ensuite chez le meunier dont le moulin fut aussitôt mis à sac et la roue, démolie, jetée dans la rivière. La dévastation du moulin fut suivie de celle du domicile particulier de l'artisan, avec toutes les suites qu'un tel acte comporte. Deux autres propriétaires reçurent tour à tour la visite de la foule déchaînée, si bien que, pour mettre fin aux violences, les autorités municipales proposèrent un compromis — que signèrent quarante propriétaires — sur la base d'un engagement à livrer au prix exigé de 3 francs au lieu de 7 francs le double-décalitre, tout le grain en leur possession.

Durant ce temps — émulation ou esprit d'imitation —, le tocsin retentissait dans plusieurs communes de l'Indre, à Villedieu et à Parçay, entre autres, pendant que la troupe envoyée sur les lieux à Buzançais intervenait avec sa rigueur habituelle, mettant la main sur quatorze personnes, prises au hasard de la bagarre, qui furent immédiatement incarcérées à la prison de Châteauroux.

La justice est lente, dit-on. Cela dépend des cas et de la qualité des personnes aux prises avec elle. L'émeute a lieu les 13, 14 et 15 janvier ; le 16 la cour royale de Bourges évoque l'affaire et délègue deux magistrats pour procéder à l'information. Menée tambour battant, l'instruction est close le 23 février. La Cour d'assises de l'Indre aussitôt convoquée « extraordinairement » pour juger de l'affaire le 25. Les désordres sont considérés dans le dossier comme extrêmement importants et concernent vingt-six prévenus. Telle qu'elle est présentée, l'accusation est effectivement fort grave. Qu'on en juge.

Les accusés sont déclarés coupables, d'après l'acte d'accusation, de :

1) S'être fait livrer, en réunion et à force ouverte, 1.060 décalitres de blé-froment au prix de 150 l'un, prix inférieur à celui des mercuriales ;

2) S'être livrés, toujours en réunion et à force ouverte, au pillage et à la dévastation d'un moulin et d'une maison appartenant au sieur Cloquemin, et de plusieurs maisons habitées par des propriétaires domiciliés dans la ville de Buzançais ;

3) Avoir le même jour, 14 janvier, tenté de donner la mort aux sieurs Gaullin, Brillant et Cloquemin fils ;

4) Avoir ensemble, de concert, assassiné le sieur Huard-Chambert ;

5) Enfin, avoir commis ces derniers crimes avant, pendant et après qu'ils se livraient aux actes de pillage et de dévastation qui leur sont imputés.

Selon la gravité des faits dont ils ont à rendre compte les vingt-six accusés sont divisés en deux catégories : la première comprend ceux prévenus de pillage et d'assassinat, la seconde ceux de pillage et dévastation. Chaque catégorie comporte treize noms.

Dès la lecture des attendus de l'acte d'accusation on est fixé sur l'implacabilité de la rancune royale. Foin de la famine qui règne et qui a provoqué l'effervescence populaire, il n'y a dans le box, aux yeux des juges, que des révoltés, des pillards, une tourbe qui doit être matée pour éviter le retour de faits semblables et assurer la tranquillité des marchands de blé. Le spectre de la loi révolutionnaire du « maximum » promulguée à l'occasion d'une situation semblable — et qui est relativement récente pour des hommes vivant en 1847 — planera sur les débats.

D'emblée, les accusés sont présentés sous le plus mauvais aspect et les souffrances endurées par la population des campagnes minimisées : « Nulle part — est-il proclamé — les préjugés populaires sur la circulation des grains, nulle part les mauvaises passions qui fermentent au fond de certaines âmes n'ont éclaté avec une plus effrayante énergie et n'ont groupé de plus déplorables résultats. » Et de ne pas manquer de signaler que « l'exemple a été rapidement contagieux ». Ce qui était vrai, bien entendu, mais sans tenir compte des précédents nombreux qui innocentaient les inculpés de Buzançais du rôle d'initiateurs qu'on s'apprêtait à leur faire jouer.

Inconscience ou cynisme des rédacteurs de l'acte judiciaire ? Provocation ? Malhabile pour le moins lorsqu'il est dit : « La ville de Buzançais est située au milieu d'une contrée fertile en blé ; elle voyait sa consommation assurée, et les grains ne se vendaient pas, sur son marché, au prix qu'ils avaient atteint en des pays moins favorisés. »

C'est pourquoi on les dirigeait, sous les yeux des producteurs, vers lesdits pays où la vente était plus rentable. Pour ensuite s'indigner de « cette sorte de délire furieux qui s'est emparé des populations rurales et a révélé dans leur sein une perversité, une ignorance et un mépris du droit qu'on ne pouvait prévoir ».

Cette morale de bon apôtre comporte pourtant, de l'aveu même des accusateurs, une faille d'importance au sujet de ces gens qui souffraient de la faim en pays de cocagne. « Les soins les plus attentifs — nous dit-on — avaient été pris puisque... un atelier de charité y avait été organisé, grâce au sacrifice des particuliers, et, si les salaires qu'y recevaient les ouvriers étaient peu considérables, de nombreuses distributions de secours en nature, faites à la classe indigente, venaient adoucir ses souffrances et l'aider à traverser une saison difficile. »

Est-il besoin de souligner le ton et l'inexactitude de ces déclarations officielles, enrobées de commentaires acrimonieux, qui ne sauraient dissimuler les circonstances atténuantes dont auraient dû bénéficier les affamés, ce jour-là, face à leurs juges, après avoir été nargués, durant des mois, par le passage constant de convois chargés en blé et en farine, sur la route de Tours à Clermont qui traverse Buzançais.

Faut-il rappeler aussi que le commerce des grains a été, dans la législation française, l'objet d'une attention minutieuse de la part des autorités régnantes, qu'il fut toujours étroitement surveillé et qu'il y avait sans doute à cela d'excellentes raisons. Si son régime fut très divers au cours des siècles, il faut croire qu'il avait quelque importance pour qu'un ministre comme Colbert prenne des mesures à son sujet.

Denrée primordiale, jusque-là l'histoire du blé c'est l'histoire des famines françaises. Il y en eut 10 au Xe siècle, 26 au cours des XIe et XIIe, 8 au XIIIe, 6 au XIVe, 16 au XVe, 13 durant le XVIe siècle. Il en est encore sous le Roi-Soleil et sous son successeur. Sous la Révolution, un décret spécial, pris le 4 mai 1793, vise les accapareurs. Il est suivi de plusieurs autres. Le 11 brumaire, an II (1er novembre 1793) est institué un tableau des prix avec aggravation le 29 Germinal, an II (18 avril 1794).

Les guerres napoléoniennes n'améliorent pas la situation et la Restauration non plus.

Comment s'étonner des réactions populaires, que des fureurs subites éclatent au passage de charrettes défilant lentement sous les yeux de gens plus que sous-alimentés !

Pour en revenir au procès d'assises, il faut dire que le document lu par le greffier n'apporte rien de nouveau sur la matérialité des faits. L'acte d'accusation soutient la thèse de la préméditation alors qu'il s'agit, pour tout homme de bonne foi, d'une « jacquerie » spontanée née de la misère et de la faim. Or, il est animé visiblement d'une haine inspirée par la peur.

Donc pour l'accusation tout est fort simple : deux carrioles chargées de blé firent halte dans le faubourg des Hervaux habité par une population « misérable et turbulente ». Des femmes s'opposèrent à leur départ, bientôt

aidées par des ouvriers de « l'atelier de charité ». Le maire, accompagné de gendarmes, obtint de l'assistance qu'elle consente à les laisser s'éloigner pour atteindre Issoudun, lieu de leur destination.

Cependant la confusion s'installait, de nouveaux arrivants exigeaient le blé, objet du litige et dans le désordre qui suivit le déchargement des deux voitures dans la cour du collège — une troisième voiture arrivée plus tard subit le même sort — un émeutier du nom de Venin trouva la mort lorsque la foule décida de s'en prendre à ceux qu'elle considérait comme responsables.

On sut aussi que le brigadier de gendarmerie évita de justesse au notaire du lieu, Cloquemin, fils du meunier, un coup de cognée qui l'eût envoyé chez Pluton, mais qu'en définitive seules des menaces furent proférées. Que la mort du propriétaire Huard-Chambert et de Venin étaient le résultat d'une rixe qui tourna au tragique, les circonstances s'y prêtant.

Pourtant l'atmosphère du procès, selon les écrits du temps, est mauvaise. Un maximum de détails odieux est fourni, qui se répètent à seule fin d'influencer le jury. On dit également que les accusés, installés sur trois bancs, sont pauvrement vêtus de blouses bleues ou blanches, sauf l'un d'eux habillé en artisan. Une femme, Anne Bouchard-Cotteron, porte la « capiche » brune berrichonne. Ils sont tous en sabots ou forts souliers.

Ce me semble inutile d'allonger cette narration par le détail des interrogatoires, l'audition des témoins, les interventions du procureur général, celles du président des assises, la plupart partiales et accablant les accusés. Pas de déposition du maire, du moins en tant que tel. Trois cent vingt questions provoquèrent onze heures de délibérations d'un jury féroce soucieux de donner satisfaction à une bourgeoisie apeurée.

Le verdict est aberrant : 3 condamnations à mort, 4 aux travaux forcés à perpétuité, 4 à dix ans de la même peine, 2 à huit ans, 11 — dont la femme — à cinq ans, une, enfin, parce que l'accusé est septuagénaire, à cinq ans de réclusion.

Les exécutions capitales suivent...

Louis LOUVET



LIBRAIRIE SOCIALE

Contre-courant est spécialisé dans la littérature sociale. Les volumes et plaquettes proposés à ses lecteurs proviennent d'anciennes éditions ou de fonds disparus acquis autrefois. Aussi d'œuvres mis à sa disposition par les auteurs. Pour le reste, nous pouvons fournir tout ce qui se trouve dans le commerce, nous donner de préférence avec le nom de l'auteur et du livre celui de l'éditeur pour faciliter les recherches.

COMMANDES et FONDS a adresser *nominalement* à Louis LOUVET : C.C.P. 880-87, Paris (7e), 24, rue Pierre-Leroux.

LA TRIOLOGIE DE JACQUES VINGTRAS

1. L'ENFANT. — *A tous ceux* qui crevèrent d'ennui au collège ou qu'on fit pleurer dans la famille, qui pendant leur enfance furent tyrannisés par leurs maîtres ou rossés par leurs parents, *je dédie ce livre.* Il n'y a pas grand-chose à ajouter à cette sorte de profession de foi sinon qu'à mon avis c'est le meilleur des livres de Vallès, dans lequel il a mis toute sa rancune au souvenir de son enfance gâchée mais aussi un brin de désespoir.

2. LE BACHELIER. — *A ceux* qui, nourris de grec et de latin, sont morts de faim. En cette deuxième partie de sa vie et qui primitivement devait s'intituler *Te voilà bachelier,* Vallès exhale encore ses rancœurs et les difficultés qu'il eut à se faire éditer par Charpentier n'étaient pas faites pour les atténuer. D'autre part, il mit deux ans à fignoler, « à solidifier la fin » dont les dernières lignes sont admirables : « Vous vous rappelez Vingtras, celui qui ne parlait que de rosser les professeurs, et qui voulait brûler les collèges ?... » « Oui. » « Eh bien ! il s'est fait " pion ". » «Sacré lâche ! »

3. L'INSURGE. — *Aux morts de* 1871, *à tous ceux* qui, victimes de l'injustice sociale, prirent les armes contre un monde mal fait et formèrent sous le drapeau de la Commune la grande fédération des douleurs, *je dédie ce livre.* Livre qui eut quelques tribulations et qui fut achevé par Séverine à partir des notes laissées par Vallès. Ce volume se ressent de l'apport de la collaboratrice de l'écrivain, mort un an avant l'apparition de *l'Insurgé.* Tendance au bavardage, a dit un critique. En dépit d'imperfections indéniables, le sujet empoigne le lecteur.

Ces volumes sont signalés, ainsi que *Les Réfractaires, le Cri du Peuple, le Proscrit* et *la Rue à Londres,* aux premières pages de cette plaquette.

DE NOTRE « FONDS »

Les titres qui vont suivre font partie de « notre fonds ». Ce sont tous des livres épuisés, certains en nombre très limité, qui ne seront pas réédités et qu'il est prudent de se procurer le plus tôt possible si le sujet intéresse.

LA RELIGION, HONTE DES SIECLES, par *Abécassis.* — Cette notule a été publiée à diverses reprises. Reproduisons-la : le mérite de l'auteur c'est de n'avoir pas limité sa critique à la religion chrétienne, mais d'avoir stigmatisé aussi la musulmane et la juive 6,70

L'AMOUR LIBRE, par *Charles-Albert.* — Bientôt épuisée, cette œuvre est le reflet de la condition féminine et des rapports amoureux à la Belle Epoque. Une partie des revendications de l'auteur a reçu — par les mœurs actuelles — satisfaction. Une partie seulement 6,70

DIEU ET L'ETAT par *Michel Bakounine.* — Parmi les œuvres de Bakounine, d'un prix abordable, figure cette plaquette, éditée en 1882 par les soins conjugués de Cafiéro et d'Elisée Reclus (introuvable ailleurs) 5,00

AU PAYS DES REPOPULATEURS et LA SYPHILIS, de *Louise Bodin.* — L'un et l'autre de ces titres sont dus à la militante d'avant-garde qui eut de multiples démêlés avec le pouvoir. Malgré la « pilule », la question est, plus que jamais, à l'ordre du jour. Les deux volumes, ensemble 4,00

L'HOMME DEVANT L'EGLISE, par *Charles-Aug. Bontemps.* — Livre porté comme épuisé sur la liste des *œuvres parues* qui figure sur chacun des livres suivants écrits par notre collaborateur. Il comprend le texte de cinq conférences sur l'Eglise, et sur ses méfaits. Il y en a à la disposition de nos lecteurs, un nombre appréciable croyez-moi 6,60

TON CŒUR ET TA CHAIR, par *Ch.-Aug. Bontemps.* — Il en est de même pour cet écrit, paru bien avant la seconde guerre mondiale avec cette différence qu'il en reste fort peu. Le titre indique suffisamment quel en est le sujet 6,70

LA FAISEUSE DE GLOIRE, par *Paul Brulat.* — C'est de la presse qu'il s'agit dans ce roman dû à la plume d'un auteur caustique qui possédait lors de sa publication un esprit qu'il est convenu d'appeler avancé 2,70

LIVRE D'OR DES OFFICIERS FRANÇAIS (1789-1815), par *H. Chapoutot.* — L'auteur a eu l'idée de relever dans les *Mémoires* des sabreurs de la Révolution et de l'Empire les passages les plus suggestifs pour en confectionner un ouvrage antimilitariste. *Le Canard enchaîné,* ignorant que nous en possédions encore des exemplaires, en a fait dans l'un de ses numéros l'apologie, avec juste raison, en le portant comme épuisé à jamais 7,70

LA MATERNITE CONSCIENTE, par *Manuel Devaldés.* — L'œuvre marquante de cet auteur, mort voici bien des années, et qui restera pour l'histoire, avec Robin, Giroud,

les époux Humbert, Marestan, Lericolais et quelques autres, l'un des néo-malthusiens de marque. Le titre a été repris par d'autres auteurs sans que l'esprit y soit. (Rare) 7,60

CONTES D'UN REBELLE et DES CRIS SOUS LA MEULE, par *Manuel Devaldés.* — Chacun de ces ouvrages est un recueil de contes de l'auteur. Contes subversifs marqué au coin du talent de Devaldès. Chacun des ouvrages : 3,70. Les deux ensemble 7,10

CHEZ LES CRUELS, par *Manuel Devaldés.* — Quatre contes, de nouveau, s'inscrivent dans le volume publié dans les Cahiers de l'Artistocratie de l'ami Gérard de Lacaze-Duthiers 2,70

DIDIER HARRIEL, par *Dubois-Desaulle.* — Le nom de l'auteur ne dit peut-être rien à ceux de notre génération. Ce fut pourtant celui d'un auteur — assassiné à 28 ans en Abyssinie — connu et estimé de nos pères. Didier Harriel est une œuvre plus ou moins autobiographique. Recommandée 7,50

LA VERITABLE REVOLUTION SOCIALE, par *Sébastien Faure, V. Meric, L. Barbedette, Voline.* — Ils étaient quatre à produire cette œuvre d'histoire qui embrasse quatre révolutions très différentes : la grecque, la française, la russe et celle à venir : la révolution sociale. Conclusions de S. Faure 5,60

POUR PRESERVER DES MALADIES VENERIENNES, par le *Dr Galtier-Boissière.* — Le livre est ancien, ce qui ne veut pas sous-entendre qu'il est inefficace. Un texte, toujours — hélas ! — d'actualité, exempt de préjugés, accompagné de 31 gravures, en dit plus, en ses 76 pages, que de forts tomes par trop alambiqués.. 2,00

SUR LA VIE SEXUELLE, par *Valentin Grandjean.* — Ce sont des conseils aux jeunes gens avant et face au mariage. L'auteur, un Helvète, député à Genève, néo-malthusien de surcroît, a sans doute de la rigueur — un tant soit peu protestante — dans l'expression, mais on ne saurait dire que ses conseils soient inutiles 3,00

EUGENE HUMBERT, par *Jeanne Humbert.* — La vie et l'œuvre d'un néo-malthusien, porte la couverture de ce livre écrit par la compagne et collaboratrice du lutteur. Outre le néo-malthusianisme qui fut — et reste pour Jeanne — la raison d'être des époux Humbert, l'ouvrage est un reflet de la vie sociale des débuts du siècle à la seconde guerre mondiale. Seize illustrations accompagnent le texte de cette œuvre soigneusement présentée, aux exemplaires numérotés 8,00

L'HOMME NOUVEAU, par *Charles Malato.* — Nous n'avons jamais signalé cette plaquette de l'auteur des *Joyeusetés de l'exil* parce que nous en avons fort peu. Edité en 98 chez Stock, c'est à partir de l'homme d'avant et de ce temps le rêve du sociologue vers l'homme futur. Chemin que nous parcourons actuellement........ 5,00

LES BANDITS TRAGIQUES, par *Victor Méric*. — Les générations nouvelles ont sans doute — ce n'est pas sûr — ouï-dire qu'aux débuts de l'automobile, l'engin avait servi à ce qu'il est convenu d'appeler le *hold up*. Méric fait revivre les drames successifs qui bouleversèrent les années 1912-13 sans omettre de ressusciter un milieu social curieux d'où sortirent des hommes, courageux certes, mais dont la révolte ne pouvait avoir qu'un résultat : leur mort 7,70

LE CATECHISME NEUTRE DE LA RELIGION CATHOLIQUE, par *Joseph Peyrou,* ancien curé de Bordeaux. — « L'Eglise abusa de ma jeunesse pour me berner, puis je me crus obligé, sous ses ordres, de berner mes semblables ou tout au moins les simples. J'essaie de mettre fin à cette formidable et barbare plaisanterie. » Ecrit liminaire de l'auteur suffisamment explicite, n'est-ce pas ? Nombre limité 5,00

HISTOIRE DES BOURSES DU TRAVAIL, par *Fernand Pelloutier*. — Ce livre de Pelloutier, mort relativement jeune, à la tâche, est un « classique » du syndicalisme. Nous nous en sommes assuré les derniers exemplaires lorsque son éditeur à plié bagages. Ajoutons qu'il devrait figurer dans toutes les bibliothèques syndicales. Pourtant ! 25,70

EVOLUTION, REVOLUTION, par *Elisée Reclus*. — Cet ouvrage épuisé, réédité par Stock en 1921, est de nouveau introuvable. Nous pouvons le proposer à nos amis sous deux formes au texte identique (en brochure : 1,30) ou en volume (théoriquement sans couverture) 5,00

VARIETES

Panaït ISTRATI

Il est né à Braïla (Roumanie) en 1884 *et fut nourri et élevé difficilement par sa mère, paysanne blanchisseuse. Sans métier, sans avoir fait d'études, Panaït Istrati traverse les Balkans, le Moyen-Orient et échoue en Suisse.*

Il était l'homme de « toutes les corvées et, souvent, le soir, s'endormait à terre » à la belle étoile, sans avoir rien mangé. Si son estomac était vide, par contre son intelligence était vive ! Il regardait autour de lui, mais ne gardait qu'un écœurement de voir les humains d'entre-dévorer. L'injustice sociale l'affligeait, sa pauvreté le laissait indifférent. Un seul fait le révoltait : l'injustice sociale. Ses cris de révolte ne trouvaient pas d'échos !... « Il n'y a pas de liberté sur la terre. Il n'y a que la possibilité d'exprimer sauvagement sa pensée pure. Et c'est cela, tout ce qu'il y a de valable sur la terre », ainsi s'est-il exprimé.

Et pourtant, il se trompait. L'homme moderne, dans n'importe quel pays, quel qu'il soit, n'a pas même aujourd'hui ce droit : le droit à la parole, à la parole librement exprimée.

Après trois ans de séjour en Suisse, il écrit un premier article dans un journal, en français, lui, qui n'avait jamais fait d'études. Cet article connut un grand succès. Le titre en était « Socialisme ou bolchévisme ? » *Comme tous les idéalistes de cette époque, comme tous les souffre-douleur, il se prononce pour le bolchévisme.*

Il fit tous les métiers, surtout ceux qui ne demandaient pas de préparation spéciale. Un beau jour, que le hasard lui présenta, il exposa sa misère à Romain Rolland, lequel découvrit en lui « un grand écrivain, un grand conteur ! » Panaït Istrati se trouvait à cette époque dans le sud de la France, faisant le métier de photographe amateur et, un jour, las de se voir sans un gîte, sans un sou, se coupa la gorge...

Il fut sauvé de justesse et, sur son lit d'hôpital, il put lire l'admirable article écrit sur lui par Romain Rolland.

Un Roumain, Ionesco, bottier, installé au Rond-Point des Champs-Elysées, lui offrit le « gîte » et Istrati se mit à écrire. Il avait, comme il le disait lui-même, le « foin » assuré. Il publia une série de romans : en 1924, Kyra Kyralina ; *en* 1925, Oncle Anghel, Présentation des Haïdoucs ; *en* 1928, les Chardons du Baragan, *etc.*

Son succès fut grand. A Paris, au côté de Henri Barbusse, il prit souvent la parole au nom du parti communiste. Le régime russe, par l'entremise du terrible Staline, invita Henri Barbusse et Panaït Istrati à visiter la Russie communiste. Je ne sais pas si Henri Barbusse n'a rien vu, ou n'a rien voulu savoir de ce qui se passait en Union soviétique, à l'époque, car il n'en souffle pas un mot. Mais, par contre, Panaït Istrati, en quittant ce paradis, écrivit tout de suite La Maison Thüringer, *puis* Vers l'autre Flamme, le Passé et l'Avenir, *établissant un terrible réquisitoire sur le régime et les abus communistes de l'époque.*

Cela ne voulait pas dire qu'il admettait le régime bourgeois. Non ! Car, en ce qui concerne la liberté de l'individu, ses possibilités de gagner sa vie et d'exprimer ses idées, les deux régimes se valent.

Panaït Istrati n'a jamais voulu accepter l'os, pour se taire ou bien vivre. (Il faut considérer l'expression « l'os » dans le sens d'une situation, car, en l'acceptant, on doit renoncer à sa liberté, à la possibilité d'exprimer sa pensée, ses idées.) Il accepta l'aumône parce qu'il était pauvre et que cela ne l'obligeait à prendre aucun engagement, le laissait libre de ses pensées, du droit de parler ! d'oser dire très haut ce que les profiteurs du régime ou d'une situation pensaient très bas.

Il ne voulut jamais accepter aucune violence, et vous lirez ci-dessous ce que pensait ce véritable libertaire *en conseillant de ne plus adhérer à rien. De tous les écrivains roumains en Occident, il fut le plus grand, le plus digne, le plus connu et le plus admiré, grâce à sa franchise et à ses écrits incisifs.*

Jean Vitiano, éditeur à Paris, assista Panaït Istrati pendant sa maladie. Dans un avant-propos au roman de N.S. Govora : Quelque part sur le Dniestr, *il parle de l'illustre écrivain roumain et voilà ce qu'il en dit : « Quelques jours avant ta mort — mort aussi pénible que le fut ta courte existence dans ce pauvre monde —, tu me disais, les larmes aux yeux, sur ton lit de grand malade à Bucarest, combien tu aurais voulu revoir encore une dernière fois briller le soleil sous le ciel de Paris ! Hélas, tu sentais déjà que tes jours étaient comptés... et c'est pourquoi tu m'avais chargé de dire à tes amis, camarades et admirateurs français qu'au seuil de la mort, tu emportais avec toi le plus émouvant et fraternel souvenir d'eux, car, pour toi, comme pour nous tous, les Français demeuraient « les plus nobles et généreux gardiens de la vraie liberté, sur tous les plans de l'activité humaine ».*

Panaït Istrati mourut à Bucarest en 1938, *enlevé par la tuberculose — maladie de la misère —, inguérissable à l'époque.*

Gérard SERBANESCO

J'AI COMPRIS

J'ai compris après avoir vécu seize mois en U.R.S.S. et après avoir vaincu le suicide et la folie. J'ai compris que « nul ne peut sauter plus haut que son chapeau », comme dit je ne sais plus qui. Pourtant il faut tâcher d'aller plus loin. Tant soit peu. Il faut tâcher.

Car il y a devant nous, tel un cadavre puant la terrible vie des hommes — des hommes qui s'entre-dévorent. Enfin ! N'est-il pas vrai que, depuis que le monde existe, toute force qui se lève au-dessus de la masse humaine, et d'où qu'elle vienne, **d'en haut ou d'en bas, ne fait qu'écraser son faible prochain ?** Eh bien ! où est-il écrit que cela doit continuer ainsi jusqu'à la fin des siècles ?

Je sais : des amis savants me rappellent sans cesse la biologie et ses lois. Non ! non ! Si les universités n'enseignent que cela, à bas les universités ! Je refuse de me considérer comme un oiseau de proie qui se nourrit du sang de ses congénères. Je suis un homme, c'est-à-dire **la seule de toutes les créatures animales qui souffre au spectacle de la souffrance de ses semblables.** Il ne faut pas me confondre avec un pauvre épervier.

Alors ? A quoi servent toutes ces sciences, tous ces arts, tout le fumier de vos philosophies millénaires, puisqu'on n'est pas encore arrivé à défendre, sous peine de mort, de vivre du sang de son prochain ? Pourquoi du haut de vos chaires de morale et de religion prêchez-vous le Beau, le Bien, le Juste, puisque tous, jusqu'au dernier,

vous ne faites en pratique qu'obéir aux lois de la biologie de l'épervier ?

Mais toutes ces choses-là on les a déjà dites, et si bien dites que les foules toujours avides de justice s'en sont engouées. Et de tous les iconoclastes elles ont fait leurs nouvelles idoles.

Qu'en est-il résulté ? Rien.

Ou plutôt, si ! Il en est résulté un nouveau métier, le plus horrible de tous : le métier, bien lucratif, de l'artiste ou du moraliste **qui vit du sang de la sainte révolte des vaincus.**

Maintenant c'est fini !

Je vois naître dans la rue un homme nouveau, un gueux. Un gueux qui ne croit plus à rien, mais qui a foi totale dans les forces de la vie. Et de mon lit de malade — qui peut devenir cet automne même mon lit de mort — je dis à ce gueux ce qu'Adrien Zograffi n'aura peut-être plus le temps de dire. Je lui dis ceci :

— Après avoir eu foi dans toutes les démocraties, dans toutes les dictatures et dans toutes les sciences et après avoir été partout déçu, mon dernier espoir de justice sociale s'était fixé sur les arts et les artistes.

Vu leur grand pouvoir sur les masses, je m'attendais à ce que surgissent dans les lettres des géants révoltés qui tous, dans la rue, se mettraient à la tête de la croisade contre notre civilisation bestiale, **démasquant toutes les hypocrisies : démocratiques, dictatoriales, religieuses, scientifiques, pacifistes ou moralisantes.**

On n'a rien vu de tel, comme tu sais. L'art est une supercherie, à l'égal de toutes les autres prétendues valeurs. J'ai moi-même fait de l'art et pas mal réussi, je puis donc te le dire : encore une supercherie. Et l'artiste est semblable à l'homme d'Eglise : **il prêche le sublime, mais il entasse des louis tant qu'il peut, t'abandonne dans la gueule du loup et se retire pour grignoter son magot**, parfaitement défendu par ces mêmes mitrailleuses qu'il te demande, à toi, à toi seul, de détruire.

Voilà ce que sont les arts et les artistes qui t'émeuvent. Des charlatans !

Aussi, quand, de leur retraite, ils t'exhortent à adhérer à ceci et à cela, en versant des larmes sur ton sort, **n'adhère plus à rien. Pas même à toutes ces « patries internationales » qui sont à la mode en ce siècle.**

Patries ? A bas toutes les patries nationales ou internationales, **avec leurs vieux ou leurs nouveaux maîtres démocrates ou absolutistes, tous des maîtres.** A bas toutes les patries qui font toujours tuer les uns afin de faire vivre les autres. Refuse de crever pour qui que ce soit. Croise les bras ! Sabote tout ! Demeure lourd de toute ta masse. Dis à ces messieurs, quels qu'ils soient, d'aller eux se faire tuer, pour toutes ces patries qu'ils inventent chaque siècle et qui se ressemblent toutes. Toi, homme nu, homme qui n'a que tes pauvres bras ou ta pauvre

tête, refuse-toi à tous, à tout : à leurs idées comme à leur technique ; à leurs arts comme à leur révolte confortable.

Et si l'envie te prend de crever quand même pour quelqu'un ou pour quelque chose, crève-toi pour une putain, pour un chien d'ami ou pour ta paresse.

Vive l'homme qui n'adhère à rien !

(La Maison Thüringer)

Panaït ISTRATI

MINI-JUPES ET CHEVEUX LONGS

Comme la mode change en quelques décennies ! Un revenant de la Belle Epoque tombant sur la Canebière serait stupéfait. De son temps, pour une femme assise, sortir le bout de son soulier pointu de dessous sa longue robe et de sa multitude de jupons, constituait une avance, voire une provocation pour les hommes qui rêvaient d'apercevoir ses chevilles en pensant à Musset : « Quand on voit les mollets le reste se devine. » Maintenant les cuisses des jeunes passantes sont nues, agréablement présentées à tous les regards.

Dans le roman à succès « Un petit vieux bien propre » de l'auteur en vogue Willy, le mari de Colette, mais écrit en réalité par Curnonski, le fameux gastronome, dans un caf'conç', à un moment les spectateurs s'empressent émus d'essuyer leurs lorgnettes. Pensez donc, il y avait une actrice aux mollets non recouverts de bas !

Une des premières femmes qui osa à Marseille se montrer en jupe-culotte provoqua un tel scandale que, sur la place de la Bourse, elle dut se réfugier dans un magasin pour fuir la foule attroupée. J'y étais et protestais alors de mon mieux contre l'imbécillité de mes contemporains.

De nos jours il est encore des adultes qui se trouvent choqués de la liberté vestimentaire actuelle. Ce sont les mêmes qui font les effarés devant les cheveux longs des garçons. Ils ne se souviennent plus qu'on représente aussi bien Molière que Bonaparte avec une ample coiffure encadrant leur visage pour la postérité. Au grand siècle, ceux qui n'avaient pas assez de cheveux portaient perruque ; nos jeunes ne poussent pas encore l'élégance jusque-là. Quand cela viendra il ne faudra donc pas s'en étonner. Du temps où la noblesse régentait notre pays, les hommes bien mis portaient des colifichets, des dentelles aux poignets, qu'on voit reparaître.

Ceux qui ont encore la nostalgie d'avant la première guerre mondiale se souviennent avec regret du temps où, au régiment, il était interdit d'être glabre. Ceux qui n'avaient pas de moustache étaient assimilés à des curés ou, ce qui n'était pas plus prisé, à des acteurs, mais le crâne devait être tondu. Le manque d'hygiène et d'antiparasite justifiait d'ailleurs cette mesure. Dans le

civil on se coiffait avec la raie, au milieu ou sur le côté : le boulevard des poux, disait-on. Il y avait aussi la coupe à la Bressan où les cheveux étaient les uns à côté des autres, droits comme des piquets ; coupés en sorte qu'ils formaient un plateau horizontal à un centimètre du sommet du crâne. Comme c'était beau, n'est-ce pas ?

Maintenant les visages des jeunes hommes ressemblent à ceux des femmes par leur chevelure. Or, qu'est-ce qui est plus joli : un visage de femme ou celui d'un homme ? C'est incontestablement le premier. Les garçons ont-ils tort de vouloir être plus gracieux ? Qui peut trouver à leur redire de s'embellir ? Evidemment, ils doivent pour cela être soignés et propres.

Quand j'entends des gens grogner devant les nouvelles modes qui ne leur plaisent pas, je m'empresse de fredonner, de façon à ce qu'ils m'entendent : « Si vous n'aimez pas ça, n'en dégoûtez pas les autres. » Car qu'est-ce que la liberté, que chacun réclame pour lui ? On attache beaucoup moins d'importance à la presque nudité masculine. Pourtant les cuisses burinées des coureurs cyclistes sont moins jolies avec leurs tendons, que celles agréablement rondes de l'autre moitié de notre espèce.

Les mêmes réflexions peuvent être faites sur les plages. Nous sommes toujours régis par l'arrêté de M. Frey, ministre de l'Intérieur, qui, en 1964, interdit le mono-kini. Comme tant d'autres, ce ministre oubliait l'adage : « Le plus joli costume d'une femme, c'est une rose dans les cheveux. » Il serait plus sage d'interdire les jupes courtes, puisque M. Varna, le directeur du Casino de Paris, qui forcément s'y connaît, dit un jour à la télévision qu'il est plus difficile de trouver de jolies jambes que de jolis seins.

Cette erreur du nu féminin se retrouve sous de Gaulle comme elle le fut sous Pétain. L'une des premières affiches officielles qu'on put lire aux heures tragiques de 1940 interdisait le maillot deux pièces, heureusement revenu depuis la Libération. Pourquoi, au lieu de vouloir cacher les petits païens qui sont un régal pour les yeux, n'exige-t-on pas que soient voilés les pis des vaches dans les campagnes, visibles le long des trains qui passent ? Ils sont incontestablement plus laids et plus volumineux.

Et encore : nul n'ignore depuis Freud l'importance considérable qu'ont pour toute la vie les impressions de la toute première enfance. En réfléchissant aux pensées libidineuses que la succion prolongée des mamelons doit entraîner plus tard pour eux, pourquoi n'interdit-on pas de donner le sein aux tout-petits ? Il y a de si bons laits vendus en boîtes dans le commerce que notre régime économique exige de soutenir. Tant pis si les mères, qui n'allaiteront pas leur bébé, ne liront pas dans leurs yeux rieurs la joie que leur chair leur apporte. Elles les aimeront moins et réciproquement, mais les affaires commandent.

Heureusement les idées préconçues s'effacent peu à peu avec les superstitions du passé. La pudeur hypocrite

disparaît. Les mœurs se rapprochent de l'admirable époque grecque d'où sort le bon côté de notre civilisation, que des siècles de mysticisme firent oublier. C'est le rôle des jeunes d'agir de façon à nous ramener le plus vite possible vers ces temps idylliques. Malgré les vieux cacochymes, qu'ils n'y faillissent pas.

Elysée REYBAUD

DES TOMBES SOUS NOS PAS...

ALDINO FELICANI

Il disparaît, à près de 80 ans, le 21 avril dernier, en la ville de Boston (U.S.A.). Tous ceux qui l'ont connu se remémorent instinctivement la tragédie qui eut pour épilogue l'exécution sur la chaise électrique de Sacco et de Vanzetti. En effet, pendant sept années, Felicani se dévoua pour les arracher à leur triste sort. La tâche était d'autant plus difficile que les deux hommes, aux yeux du peuple américain, représentaient l'anarchisme et que l'anarchisme aux Etats-Unis a non seulement une réputation déplorable, identique au communisme, mais représente, de surcroît, la violence et la terreur.

Il n'est pas possible, ici, de dire tout ce que je voudrais, à cause de l'exiguïté de cette feuille, de l'ami, du copain, que j'eus la bonne fortune de rencontrer la première fois à la fin de l'année 1914. Il venait de quitter New York pour Cleveland où il continuait à faire paraître son journal « La Question sociale ». Parler de ses vicissitudes, de sa vie agitée, en ces temps déjà lointains, serait faire surgir souvenirs et fantômes. Ouvrier typographe, de nationalité italienne, exilé, n'arrangeait pas les choses pour trouver du travail. En plus, il fallait qu'il fasse vivre sa famille, si bien que pour ne pas être à charge, sur le maigre budget, du journal il allait laver la vaisselle dans un grand restaurant. Combien de fois suis-je allé le chercher, le trouvant, trempé de sueur, dans l'eau grasse savonneuse ! Parfois, me montrant ses pauvres mains, devenues flasques, il me disait : « Je ne sais si, avec de pareils doigts, je pourrai encore composer à la main ou à la linotype. »

Aldino Felicani était né à Vicchio, au Mugello, cette partie de la province de Florence encore aujourd'hui cataloguée comme « zone déprimée », ce qui laisse à deviner ce qu'elle était il y a de cela presque un siècle. Il avait à peine treize ans lorsque sa famille alla s'installer à Bologne où, quittant le cours complémentaire de Vicchio, il entra comme apprenti typo dans une imprimerie de la ville.

Alors militant socialiste, il y connut le publiciste anarchiste Dominique Zavattero, qui dirigeait « l'Agitateur », et Marie Rygier, d'opinions semblables, tirant plutôt sur l'antimilitarisme, qui publiait « Rompez les rangs ». C'était l'époque de la guerre de Libye et de la protestation retentissante d'Auguste Masetti tirant un coup de fusil sur le colonel de son régiment. Marie Rygier fit l'apologie du geste. Emprisonnée, elle trouva en Felicani, pourtant tout jeune, un digne continuateur.

L'an 1911 vit la lutte épique pour obtenir la libération de Masetti, qui, pour éviter un procès et l'agitation qui en aurait résulté, avait été interné dans une maison de fous. De cette lutte, Felicani était l'animateur. Il eut droit, pour cela, à l'élogieuse citation d'un écrivain socialiste dans le journal « La foule » : « Felicani, l'Arabe de Bologne, libérateur de Masetti. » Mais ce ne fut pas sans une multitude de procès. L'accusation de complot ayant pour but de délivrer Masetti par la force obligea Felicani à prendre le chemin de l'exil.

Il arrive à New York et entre au journal « la Notice ». Jusqu'au jour où il peut acquérir une petite imprimerie qui lui permet d'éditer ses feuilles à moindre prix. Du 5 mai 1920, date de l'arrestation de Sacco et de Vanzetti, au 23 août 1927, date de leur exécution, Felicani n'arrêta pas un seul jour son effort désespéré pour les sauver. Après leur mort, pour les faire réhabiliter.

J'ai reçu le jour même de sa mort son ultime lettre où, s'excusant d'un retard inhabituel, il me donnait les raisons — peu graves d'ailleurs — dudit retard. A sa mort, la radio, la télévision, journaux et revues, personnalités juridiques et littéraires ont rendu hommage non seulement à l'homme, mais à l'anarchiste. Assistait, entre autres, à ses funérailles, outre ses amis d'idée, le pasteur de l'Eglise unitaire qui entretenait avec lui d'excellentes relations et qui dans un bref discours déclara : « ... à ce point je voudrais invoquer la bénédiction de Dieu, je m'en abstiens par respect pour les convictions de Felicani. »

Outre les titres qu'il avait repris, « Rompez les rangs » et « l'Agitateur », Felicani publia « la Question sociale », pour le Comité de défense Sacco-Vanzetti un bulletin en anglais. Puis enfin, en italien et en anglais, « Controcorrente », avec une brillante collaboration. Suspendu un moment, le journal reprit sa parution en 1957. Aldino sortait des presses le numéro 53 lorsque la mort le surprit. Il avait 76 ans.

Sa conception de la liberté de pensée n'était pas une fiction, une théorie. Les pages de « Controcorrente »

étaient ouvertes à tous ceux qui avaient une raison légitime de s'y adresser. De temps en temps Felicani m'envoyait quelque écrit, me demandant un jugement. Si je suggérais quelque coupure, il me répondait : « C'est mieux si chacun peut s'exprimer en toute liberté, plutôt que d'empêcher l'expression d'idées non conformistes en les assortissant d'excuses solidaires. »

Avec la disparition de « Controcorrente » manquera la plus libre voix dans le mouvement italien.

(Florence, mai 1967).

Hugo ROLLAND

(Collaboration de R. Beaulaton et J. Perrin.)

Gérard PINSET, un des nôtres, un bon compagnon, vient de se tuer, en moto, en se rendant à son travail. Il avait 35 ans, marié depuis peu. Le 8 juillet on l'a incinéré au Père-Lachaise ! Je l'avais vu deux jours auparavant pour m'entretenir de questions syndicales. Brusque, peu diplomate, certains le tenaient à distance. Pourtant c'était un cœur d'or et il le prouvait à tout moment. C'est un ami solide que nous perdons. — *L. L.*

SOUVENIRS

CEUX QUI VIVAIENT SANS ARGENT

C'était aux derniers mois de l'année 1936. L'Espagne était déchirée par la guerre et nous voulions donner au monde l'exemple d'une véritable révolution sociale alors que le fascisme international prenait de fermes positions, profitant de la lâcheté de quelques pays soi-disant démocratiques.

Durruti, qui avait la direction de la colonne de miliciens sur le front d'Aragon, me téléphona un jour ; il était en marche vers Zaragoza, la capitale aragonaise occupée par les franquistes et me donnait les nouvelles de la journée relatives à la marche des opérations militaires dans la région. J'étais alors rédacteur au journal de Barcelone « Solidaridad Obrera » (Solidarité ouvrière).

— Tu peux venir à Bujaraloz — me dit-il — quand tu voudras. Si je suis là je tâcherai de te donner des renseignements au sujet de la vie des miliciens aux lignes de feu, et aussi sur la vie nouvelle, dans l'ordre révolutionnaire, que mènent ceux qui habitent les villages de la contrée.

— Bon, j'irai demain — dis-je —, et nous aurons l'occasion de nous entretenir sur tout cela en me donnant la possibilité de donner au journal une intéressante information.

— D'accord, à demain !

Il était cinq heures du matin lorsque la voiture qui amenait tous les jours notre journal aux combattants et aux villageois de la région partit en direction de Buja-

raloz, village à proximité de la route qui mène à Zaragoza, et qui servait de lieu de concentration aux forces opérationnelles. Dans la grande église, nettoyée des saintes et saints de plâtre, on avait installé un centre de distribution de produits de toutes sortes, assignés à la consommation des habitants du village, un petit hôpital d'urgence destiné à donner les premiers soins aux blessés et un centre de réunion qui servait les jours où le temps ne permettait pas d'utiliser la place publique où se discutaient, de façon démocratique, les intérêts généraux de la population.

La route passait par Lérida, ancienne ville catalane entourée de champs d'une abondante fertilité, qui expédiait chaque jour des camions de légumes à destination des fronts de combat. Puis la route poussiéreuse traversait d'humbles hameaux à la terre sèche, à la végétation pauvre. En arrivant à Fraga, à proximité de Bujaraloz, on laissa quelques paquets de journaux. C'était, là, déjà une ambiance qui reflétait la guerre. On y voyait des miliciens partout. Ils y passaient quelques jours de repos après plusieurs semaines de lutte, ou encore, pour certains, guérir leurs blessures. Fraga, ville bien connue dans toute l'Espagne, est surtout renommée pour la qualité de ses figures.

Bujaraloz est tout proche de Fraga. Nous y arrivâmes de bon matin, mais Durruti était parti déjà pour les postes avancés où la poussée fasciste était des plus fortes. Le village menait une vie fort calme avant les événements actuels, seule une poignée de vieilles maisons de campagne face aux blés dans la plaine immense. Maintenant il était le centre de ravitaillement des miliciens de la colonne Durruti, quelques milliers de volontaires, jeunes et vieux, sortis des usines, de la campagne, pour combattre le fascisme.

Ce front de combat était aux approches de Bujaraloz. On entendait le bruit du canon, surtout celui des forces adverses, mieux outillées que celles du peuple ouvrier. Nous avions laissé les paquets de journaux à l'entrée de ce qui était l'église devenue à présent magasin de la collectivité, car il n'avait pas été question de la démolir — comme ce fut le cas dans d'autres villages —, mais plutôt de l'utiliser en l'adaptant aux besoins de la nouvelle situation révolutionnaire. L'un de nous s'adressa à une femme relativement âgée qui distribuait du pain derrière une sorte de comptoir improvisé — qui fut probablement autrefois l'autel — et lui demanda :

— Eh bien! grand-mère, serait-il possible de vous acheter du pain et du fromage pour casser une petite croûte ?

La vieille femme, voyant le geste de celui qui demandait ainsi à se restaurer vers le portefeuille placé dans sa veste, répliqua en s'esclaffant :

— Mais alors, amis de Barcelone, vous en êtes encore, chez vous, à employer l'argent ? Vous vous servez toujours de monnaie ? Nous serions donc en avance sur vous, nous qui l'avons supprimée, nous qui sommes des villageois « arriérés » !

— Certainement, grand-mère, la capitale est, au point de vue révolutionnaire, moins en avance que ceux de Bujaraloz — répliqua notre ami.

Et tout le monde de se mettre à rire.

On prit le pain et le fromage. On donna à la bonne vieille un simple papier signé relatant ce que nous avions reçu, en tant que camarades-journalistes de « Solidaridad Obrera » de Barcelone. Et nous gardâmes l'argent !

Au long d'une table de marbre, dans un petit café du village, nous avions pris place, tous trois, avec deux vieux paysans. Ils nous fournirent des renseignements quant à la vie économique dans la partie libérée de l'Aragon.

— Maintenant — nous dit l'un des deux vieux — nous n'avons plus besoin d'argent. C'est par le carnet syndical, ou celui de la collectivité locale, que nous obtenons ce dont nous avons besoin.

— Et il n'y a pas quelques abus parmi ceux qui demandent telle ou telle chose ? — avons-nous demandé.

— Non, vraiment pas ! Celui qui a besoin d'une paire d'espadrilles, ou d'une veste, n'en demande pas deux. Personne n'exige au-delà de ce qu'il a besoin. Bien sûr, il existe des articles qui nous manquent en raison de la situation exceptionnelle, mais nous avons le nécessaire en pain, pommes de terre, haricots, riz, farine, huile, lait, viande de mouton, etc.

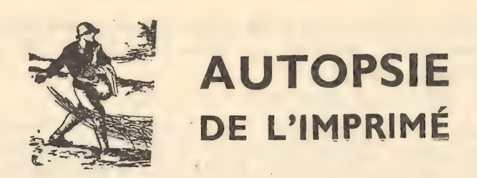
— Vous gardez ici, au village, tout ce que produisent vos terres ?

— Tous les produits de la terre, nous les envoyons au magasin de la collectivité. La distribution se fait au prorata des besoins de chaque famille. Chaque village, puisque la région est agricole, possède son magasin communal. On garde ce dont on aura besoin jusqu'à la récolte prochaine ; le reste, on l'adresse au magasin régional ou bien il sert aux échanges avec les produits industriels ou agricoles que nous n'avons pas. Par exemple, notre village est très riche en blé : on dispose de l'excédent pour l'échanger contre des chaussures, des tissus, du mobilier, de l'outillage et toutes sortes d'autres produits de l'industrie. Et si quelque village de la région est trop pauvre pour subvenir à ses besoins en produits les plus nécessaires, la Fédération régionale des collectivités lui vient en aide.

Ce qui était évident, c'est qu'en tant que producteurs, chacun avait les mêmes droits et les mêmes devoirs. Au point de vue culturel, chaque village avait sa bibliothèque publique où l'on trouvait en lecture, à la fin de sa journée de travail, livres, brochures, revues et journaux. Deux fois par semaine, séance de cinéma. Tout était gratuit. L'argent, source de malheurs, avait disparu. Et tout le monde s'en trouvait heureux.

FONTAURA

Prochainement : « Souvenirs des bancs de Terre-Neuve » par *Henri Teurtrie.*



La littérature suédoise

ELLEN KAY

Dans son livre *Les Femmes,* traduit par Conssances, Key remarque que l'homme entraîne souvent dans sa propre médiocrité la femme qui se donne à lui, ou il l'abandonne au moment décisif. Et Ibsen considère avec un indicible mépris l'aveuglement, la brutalité, la faiblesse ou le caractère chimérique de l'homme qui ignore la noble création que le sort a placée à ses côtés. Ainsi l'homme est en perpétuelle contradiction entre sa pensée et ses actes. Et Key ne peut s'empêcher de sympathiser avec l'action de toutes les femmes du monde. Son univers étant dominé par la condition inférieure de la femme dans la société.

A l'instar d'Ibsen, Key a l'audace d'écrire que l'amour libre est une expression aussi dépourvue de sens que celle de l'amour légal. « Car, de même qu'aucun commandement extérieur ne peut faire surgir l'amour ni l'en empêcher, mais que dans ce sens il est toujours libre, il dépend, comme tous les sentiments, de certaines lois physiologiques, sinon il ne mérite pas le nom d'amour. » Son exposé scientifique est sans dogmatisme et sans préjugés.

Key s'élève contre la solitude et le silence qui sont l'indice d'un mal secret, l'aridité d'une âme, qui, s'ils permettent d'une part une méditation sur la vanité des choses humaines, font d'autre part sombrer l'écrivain dans des œuvres de désolation et désespoir.

Dans l'un de ses messages adressés aux jeunes écrivains, elle disait que « la mission de l'écrivain comporte une responsabilité intellectuelle et morale autre que celle qui avait été acceptée de tout temps par l'humanisme traditionnel. Conscients des modifications qui s'opèrent dans les rapports entre l'individu et le milieu social, entre l'individu et « soi-même », et des conséquences qui en résulteraient au point de vue philosophique, sociologique et politique, ils doivent obligatoirement remettre en question toutes les valeurs et toutes les certitudes acquises ».

Vivre, c'est créer et élaborer dans l'enthousiasme et l'amour, c'est sentir battre en soi le courage comme une

pulsation de joie. Tout son effort est de restituer au monde son unité et la réconcilier avec la pensée de l'homme lui-même. Son œuvre a constamment enhardi toute une génération, tendue vers l'action et la création, toujours à l'emprise du destin et de la vie.

Key contribua vigoureusement à réveler aux jeunes auteurs l'universalité et la variété des valeurs littéraires et artistiques et les incita à la recherche d'expériences audacieuses. L'écrivain doit rapporter la richesse et la multiplicité de la vie du monde actuel au monde passé, du monde extérieur au monde intérieur, du camp de rivalité et de lutte commune à l'humanité, à la zone de conscience individuelle. Les personnages de certains romans sont pauvres, parce que la pauvreté révèle, audelà de la variété sociologique de l'homme, une qualité pure de l'être humain. Des œuvres ruisselant de beauté et de poésie n'exploitent jamais la veine facile et périmée du frisson, de l'extase vague et du mystère à bon marché. Ce qui compte pour elle c'est l'œuvre bien fait.

En dépit du triomphe du socialisme, elle constate amèrement combien reste encore au cœur de la tradition de cette propension innée à l'inégalité quand l'on parle des droits à la liberté de la femme. Elle cherche à donner une image totale de l'homme de son temps, tout en évitant de se laisser duper ou entraîner à des compromis. La tradition humaniste, chez Key, s'en prend moins à la conscience individuelle qu'à l'hypocrisie d'une société qui déforme irrémédiablement les hommes. Sa psychologie est un véritable plaidoyer en faveur de la liberté sociale, morale et sexuelle. Elle pense que le conflit entre la liberté et la responsabilité ne pourra jamais se résoudre sans l'intervention de l'amour. Mais cela aussi comporte des défaites « nécessaires et passagères », comme tout ce qui concerne l'humanité. Tout cela est écrit dans un style nuancé de mille et une réminiscences de culture grecque, en quête de la recherche artistique et idéaliste, d'une vérité simplement humaine.

Son œuvre se caractérise par l'exubérance des recherches formelles, les brillantes incursions en de nouveaux domaines, par le style de ses compositions, par une curiosité infatigable pour la psychologie individualiste. Key sait qu'au fondement de toute grande transformation sociale on trouve toujours quelque idéal, même un peu de fanatisme. En tout cas, trop d'analyse ne mène qu'à l'inertie. Elle prend part à tous les combats qui se rapportent aux problèmes sociaux, religieux, moraux, socialistes, féministes et syndicalistes. De tout elle savait tirer quelque œuvre importante. Chercher la vérité, c'est prendre contact avec la vie réelle. Elle ne s'écarte de la tedance à l'angoisse de ses contemporains que pour exalter la joie de vivre dans l'infinité de ses formes.

Il ne s'agit par pour Key, d'enseigner une vérité, mais de faire une impression ; elle n'a pas pour but d'éclairer cette partie isolée de l'homme qu'on appelle l'esprit, mais

de remuer cette masse de sentiments et de préjugés qu'est l'homme réel. Ellen Key appartient pleinement à son monde et à son époque, un prestigieux écrivain dont la gentillesse et la grandeur d'âme s'alliaient harmonieusement à un esprit toujours en éveil, toujours en quête de nouvelles nourritures et d'une œuvre d'abnégation et de dévouement, car, pour elle, la création artistique naissait de contrainte, ne vivait que de luttes et mourait de liberté. L'excès du travail l'avait rendue malade dès l'âge le plus tendre, la vie émotionnelle avait fatigué ses nerfs et la mort la surprend en 1926, en plein travail et à l'apogée de son talent.

Dr H. HERSCOVISI

BIBLIOGRAPHIE : *Lucien Maury,* Littérature suédoise, Paris 1940 - *A. Jolivet,* Le théâtre de Strindberg, Paris 1931 - *L'Age Nouveau,* Panorama de la Suède, avril-mai 1953 - *L'en-dehors :* Ellen Key 1956.

L'ECONOMIE QU'IL NOUS FAUT par Elysée Reybaud. — Ce livre date de 1946 et pourtant, malgré ses vingt ans d'âge, reste plus actuel que jamais. Elysée Reybaud est avec Jacques Duboin — dont nous sommes heureux d'annoncer aux lecteurs de cette revue la prochaine collaboration —, Lucienne Sylvy, Henri Muller, Alfred Dooer et quelques autres auteurs (pas assez nombreux à mon avis) un tenant de l'économie distributive. Ladite économie gêne aux entournures, c'est évident, la conception capitaliste en honneur de nos jours qui a conservé, par devers elle, la fameuse formule de Guizot, ministre de Louis-Philippe : « Enrichissez-vous. » Quoi de plus naturel en ce cas que de voir ici recommandé cet ouvrage puisque notre périodique est favorable aux idées exprimées par l'auteur et que ledit auteur a, dans ces pages, magistralement exposé les thèses de ce qu'il est convenu d'appeler l'abondancisme. Je dois dire que j'ai abordé le chapitre qui a trait aux naissances avec appréhension. En effet, les thèses néo-malthusiennes s'inquiètent avec juste raison de l'équilibre alimentaire de demain, alors que les « abondancistes » soutiennent que ces alarmes ne seront plus de saison si leurs théories sont adoptées. Elysée Reybaud se révèle à mi-chemin des deux thèses, du moins c'est ce que j'ai cru comprendre, face à ce problème délicat. Peut-être est-il de nos jours, face à la démographie galopante, moins assuré qu'il y a vingt ans de la justesse de la loi dite de Bertillon. Je dois ajouter, en recommandant cet excellent livre, que l'auteur, par une généreuse initiative, a permis à notre revue de le diffuser à son prix initial de trois cents anciens francs, soit, avec les frais de port, franco : 4,10 francs, puisque de format 23 x 15, il comporte plus de 400 pages.

Peer LAVIRGULE

LES SPECTACLES

LA COUPE D'ARGENT, tragi-comédie en quatre actes de Sean O'Casey (adaptation de Jacqueline Autrusseau et Maurice Goldring), au *théâtre de l'Est parisien,* rue Malte-Brun. — Le spectacle est donné par la compagnie « La Guilde ». L'auteur, un Irlandais, né en 1880 et mort en 1964, est plus connu par ses pièces sur la guerre d'indépendance de l'Irlande. Cette fois il s'agit des tommies pendant la guerre 1914-18. Harry Heegan, au cours de sa dernière permission, a gagné une coupe d'argent au football. Mais il va être blessé à la moelle épinière et restera paralysé... et impuissant. Il verra sa fiancée Jessie valser avec un autre ; il faut bien que la vie continue !

Pièce très sombre, âpre, qui s'élève contre la tartufferie de Susie qui n'a que le bon dieu à la bouche et qui terminera comme une infirmière très autoritaire avec ses malades ; au surplus, elle se laissera courtiser par le médecin-major. C'est le deuxième acte qui est le plus poignant : les soldats qui meurent par hécatombes ne savent pas pourquoi ils sont là. Des chants et des chœurs funèbres expriment cette atmosphère pitoyable dont on peut dire qu'elle prélude au drame d'Auschwitz. Parmi les acteurs, citons Serge Lannes (Harry), la belle Dominique Klein (Jessie) et Arlette Téphany dans Susie. Beaucoup seraient encore à nommer.

SHEHERAZADE, de Jules Supervielle. — Ce spectacle, très divertissant et égayé de poésie, a été tiré par Supervielle de la légende des Mille et une Nuits. Dois-je le dire ? La première partie, qui ne renferme aucun appel au surnaturel, me paraît préférable à la seconde, qui prolonge inutilement, à mon avis, l'intrigue de la première. C'est joué, d'une façon ravissante, par Michèle Grellier, dans le rôle de Shéhérazade, et par Irène Andrieu, dans celui de Dinarzade, sa sœur, convoitée par le sultan Shariar. C'est cela qui, accompagné de magie, me paraît alourdir la première partie. Gamil Ratib joue Shariar avec assez de maestria.

V. COMME VIET-NAM, d'Armand Gatti, au *théâtre de l'Est parisien,* par le Grenier de Toulouse. — L'auteur est plein de bonnes intentions, mais j'estime qu'il a manqué sa pièce. En effet, il fait le procès de la machine contre l'homme — c'est à cela qu'il réduit avant tout le conflit vietnamien — en mettant l'accent sur le triomphe de l'homme, le Vietcong opposé à l'immense machine de guerre américaine ; mais il me paraît passer ainsi à côté de l'essentiel, qu'il a bien mieux analysé au cours de la conférence qui a suivi la représentation De plus, il y a des longueurs dans ce spectacle qui dure trois heures. Les comédiens ne peuvent tirer grand-chose de cette pièce monotone.

LE REPOUSSOIR, de R. Alberti, au *théâtre Récamier.* — La vieille tante Gorgo, assistée de ses deux sœurs, plus jeunes, séquestre leur nièce Altéa, parce qu'elle est amoureuse de Castor. Mais ce n'est qu'à la fin de la pièce

qu'on saura pourquoi : Castor est le fils d'un péché du frère, décédé, de Gorgo, il ne peut donc épouser sa sœur Altéa, fille légitime du mort. Celle-ci se suicidera sans avoir appris la vérité.

Dans cette Andalousie d'il y a trente ans, encore en proie aux tabous et aux superstitions, c'est une sorte de drame antique qui se déroule : Gorgo croit entendre la voix du mort qui lui dicte sa conduite. Bref, la pièce est shakespearienne ; et, comme Shakespeare lui-même, elle côtoie par moments le Grand-Guignol. J'ai l'impression que cela serait mieux joué au cinéma. La Comédie de la Loire est sous la direction artistique de Guy Suarès, qui joue à la perfection le rôle de la vieille Gorgo ; Altéa est incarnée par la très belle et émouvante Laurence Léauté ; un mendiant familier, Bion, par Bruno Sermonne ; il y a d'ailleurs toute une troupe de mendiants qui rappelle Bunuel.

Marc-Edouard FLOWER

L'abondance des matières nous oblige à reporter nombre d'articles qu'il eût été bon de passer avant les vacances. Nos excuses aux auteurs. A propos des vacances, les choses se présentent assez mal cette année : l'imprimerie ferme en août, je ne puis m'absenter qu'en septembre (dernière quinzaine). Il y aura donc un n° 151 bis et sans doute 151 ter avant la parution normale du numéro d'octobre.

Directeur de la publication : Louis LOUVET (inscrit sous le n° 21.451)
Paris — Imp. La Ruche Ouvrière — 10, r. de Montmorency (3e)